

amérique latine
political outlook 2008
Une publication de l'Observatoire Politique de
l'Amérique Latine et des Caraïbes

Sous la direction
d'Olivier Dabène



Sommaire

Introduction (Olivier Dabène).....	2
1^{ère} partie : L'Amérique latine en 2008	4
Des pays dans l'actualité :	
Bolivie (Veronica Calvo).....	5
Mexique (David Recondo).....	7
Des pays dans l'histoire :	
Cuba (Marie-Laure Geoffray).....	9
Venezuela (Frédérique Langue).....	11
Des pays aux urnes :	
Brésil (Frédéric Louault).....	13
Chili (Patricio Scaff).....	16
Venezuela (Johanna Lévy).....	20
Nicaragua (Maya Collombon).....	22
Equateur (Marie Esther Lacuisse).....	25
2^{ème} partie : L'Amérique latine en perspectives	27
Politiques publiques (Pierre Louis Mayaux et Marie Esther Lacuisse).....	28
Intégration régionale (Olivier Dabène).....	31
3^{ème} partie : L'actualité de la recherche	34
Thèse (Luis Maia).....	35
Processus et acteurs latino-américains de la participation politique (Camille Goirand).....	36
4^{ème} partie : Sur le site de l'OPALC	37
La Bitácora (Damien Larrouqué).....	38
Radio Opalc (Adriana Urrutia).....	39

Introduction

Olivier Dabène

Depuis sa création en 2007, l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC) est animé par l'ambition d'offrir des clefs de compréhension d'un continent en proie à des transformations profondes. Son prédécesseur, l'Observatoire électoral¹, s'était attaché à analyser en temps réel le cycle électoral 2005-2006. Son travail avait débouché sur la publication d'un numéro de la revue *Visages d'Amérique latine*² et d'un ouvrage.³

Site web conçu et développé par une équipe d'étudiants et d'enseignants chercheurs, principalement de Sciences Po, OPALC utilise les outils de la science politique pour donner sens à l'actualité politique et saisir la portée des changements en cours dans un certain nombre de domaines : politiques publiques, intégration régionale, mouvements sociaux, migrations, élections, partis politiques, démocratie participative, santé publique. Parallèlement, il propose aussi des réflexions sur l'actualité des différents pays du continent, assorties de données et sources de références.

Le *Political Outlook* d'OPALC a vocation, chaque année, à prolonger la démarche du site web. Constitué de réflexions courtes, il problématise à partir de l'actualité de l'année écoulée afin de la rendre plus intelligible.

Dans sa première partie, le rapport 2008 met en avant deux pays qui ont été au devant de l'actualité (Bolivie et Mexique), deux pays qui ont commémoré un événement historique important (Cuba et Venezuela), et cinq pays qui sont allés aux urnes.

La Bolivie et le Mexique font face à des problématiques différentes, mais qui chacune interroge les fondements sociaux de leur démocratie : la tentative de refondation d'un Etat plurinational par la voie constitutionnelle dans le premier cas ; l'incapacité du gouvernement à enrayer une spirale de la violence dans l'autre.

Cuba célèbre les 50 ans de sa révolution, et le Venezuela le dixième anniversaire de l'arrivée de Chávez au pouvoir. L'occasion ne pouvait être manquée d'entreprendre un exercice de bilan.

Enfin le Chili, le Brésil, le Venezuela et le Nicaragua ont tenu des élections municipales, offrant une opportunité de tester la logique des élections intermédiaires qui veut que les électeurs sanctionnent un gouvernement en place, sans toutefois que leur comportement permette d'anticiper de façon certaine le résultat des élections nationales suivantes. Le cas de l'Equateur est un peu différent, qui a tenu un référendum, au potentiel refondateur important.

Dans sa deuxième partie, cette première livraison du *Political Outlook* met l'Amérique latine en perspective en se penchant sur deux thématiques : intégration régionale et politiques publiques.

Avec la création de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et la crise des accords d'intégration régionale anciens, dans un contexte d'opposition entre différents modèles d'intégration (ALBA et libre-échange avec les Etats-Unis), le régionalisme en 2008 a connu des inflexions dont le *Political Outlook* tente de prendre la mesure.

Par ailleurs, les politiques publiques mises en œuvre par les dirigeants de gauche engagent les pays sur la voie d'un changement incrémental, dans un contexte de conflictualité sociale et d'affaiblissement des contraintes extérieures.

¹ http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=142&Itemid=64

² L'Amérique latine aux urnes. N°4, Décembre 2006 (<http://www.visagesameriquelatine.org>)

³ Olivier Dabène (sous la direction de), *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Enfin, les troisième et quatrième parties rendent compte de l'actualité de la recherche en science politique sur l'Amérique latine, et de celle du site www.opalc.org.

L'Amérique latine a connu une année politique morose. La situation de nombreux pays s'est dangereusement polarisée, au point d'entraîner la Bolivie au bord de la guerre civile. Deux ans après le cycle électoral de 2006, les gouvernements, de gauche et de droite confondus, souffrent de discrédit, même, comme c'est le cas au Pérou, lorsqu'ils peuvent afficher des taux de croissance à deux chiffres. Les présidentes argentine et chilienne font face au mécontentement, tandis que le Mexique s'enfonce dans la violence. La Colombie a vu la libération de plusieurs otages, dont Ingrid Betancourt, mais les révélations sur les complicités de l'entourage d'Uribe avec les paramilitaires se poursuivent. Le seul nouveau président élu pendant l'année, Fernando Lugo au Paraguay, a été immédiatement pris à parti par les mouvements sociaux. Seul le Brésil a affiché une bonne santé insolente, avec un président Lula qui est au zénith de sa popularité sans toutefois être assuré de pouvoir contrôler sa succession dans deux ans.

La polarisation est aussi perceptible sur la scène régionale. Une situation de quasi guerre froide s'est développée dans les Andes, à la suite de l'intervention militaire colombienne en Équateur le 1^{er} mars, tandis qu'Hugo Chávez s'est employé à étendre son influence dans le continent.

L'année s'est terminée dans le chaos de la crise financière, avec des retombées qui se feront sentir en 2009, mais l'élection de Barak Obama à la présidence des États-Unis est venue tout d'un coup annoncer des lendemains meilleurs.

Le *Political Outlook 2008* espère faciliter la compréhension de cette réalité complexe.

première partie :
L'Amérique latine en 2008

Des pays dans l'actualité
Des pays dans l'histoire
Des pays aux urnes

Des pays dans l'actualité : Bolivie

Veronica Calvo

Entre réforme constitutionnelle, division régionale et référendum révocatoire, l'année 2008 a été pour la Bolivie l'année des défis et de la concrétisation des aspirations démocratiques qui avaient été mises en avant dès l'élection d'Evo Morales Ayma en 2005.

En effet, l'horizon révolutionnaire d'Evo Morales était sans nul doute la convocation d'une Assemblée constituante, afin de donner une configuration cohérente à la complexité multiculturelle et territoriale qui caractérise ce pays andin. Le slogan même de la campagne politique d'Evo Morales, « *la revolución democrática* » évoquait le défi démocratique que représentait la confection d'un nouveau contrat social imprégné de l'idéal socialiste et communautaire ainsi que l'aménagement du multiculturalisme par la formule de l'Etat plurinational. Ce nouveau contrat social visait la refondation de l'Etat bolivien sur des bases autres que celles de la démocratie libérale. Toutefois, dès son installation en août 2006, l'Assemblée constitutionnelle devint le théâtre de disputes partisans et d'intérêts, autour de trois problématiques : les autonomies des riches départements de l'Orient; la revendication de Sucre de récupérer le statut plein de capitale; et le refus par la classe moyenne d'un Etat socialiste et indigéniste éloigné des conceptions libérales.

Le nouveau texte constitutionnel finalement adopté reflète-t-il la révolution démocratique que Morales voulait enclencher ou respecte-t-il les cadres discursifs et théoriques propres à la démocratie libérale ?

D'emblée, la droite bolivienne, sensible aux revendications autonomistes des régions de l'Orient du pays, mobilisa de façon très stratégique plusieurs thématiques éminemment sensibles dans l'imaginaire collectif bolivien. Au premier rang de celles-ci, la question de la capitale fut une des raisons du blocage de l'Assemblée constituante, qui se traduisit en novembre 2007 par des émeutes dans la ville où elle siégeait, Sucre. L'Assemblée constituante était à ce moment en péril, ce qui contraignit le gouvernement à faire approuver le 24 novembre le projet de texte constitutionnel de façon urgente, voire clandestine selon ses détracteurs, à Oruro, en présence des députés du Mouvement vers le socialisme (MAS) mais en absence de l'opposition.

Le projet de Constitution approuvé fut présenté au peuple le 16 décembre 2007. Il s'agissait d'un texte à vocation révolutionnaire, qui reposait sur une philosophie de l'Etat imprégnée d'une conception indigéniste communautaire, d'un socialisme d'Etat et d'une reconnaissance juridique et politique de tous les peuples et cultures existant dans le pays. Le texte prévoyait par ailleurs un processus de décentralisation progressive qui aboutirait à l'octroi de statuts d'autonomie politique pour les communautés indigènes, les départements et autres entités politico-administratives.

Ce texte fut rejeté par les départements de la demi-lune (Beni, Pando, Santa Cruz et Tarija), dans l'est du pays, qui se mobilisèrent pour réclamer une plus grande autonomie politique susceptible de leur garantir le droit d'administrer leurs ressources naturelles. Ces départements, dominés par la droite, critiquaient aussi la conception d'un Etat socialiste régulateur pouvant nationaliser les ressources naturelles. Dans un acte de défi, les quatre départements rebelles décidèrent de proclamer leurs propres statuts d'autonomie pendant le mois de décembre 2007, faisant planer sur le pays une menace de guerre civile. En février 2008, le dialogue était toutefois rétabli, mais ce furent alors les organisations sociales qui manifestèrent leur refus de voir le texte constitutionnel amputé.

Les événements qui eurent lieu entre décembre et février furent d'une violence politique, verbale et même physique paroxysmique. D'une certaine façon, ce fut une période révélatrice de l'incapacité de l'Etat bolivien à exercer son monopole de la violence légitime

puisque les statuts d'autonomie furent proclamés et qu'aucun préfet ne fut l'objet de poursuites judiciaires. L'Etat bolivien apparaît donc comme un « *Estado quebrado* » ou « *Estado con huecos* » pour reprendre la formule de Guillermo O'Donnell, dans la mesure où la société civile est capable de s'imposer aux structures étatiques et au maintien de l'ordre.

En mai 2008, les départements de l'Orient poursuivaient leur stratégie sécessionniste en faisant illégalement approuver par référendum les statuts d'autonomie proclamés quelques mois auparavant. Parallèlement, la droite faisait voter au Parlement une loi d'initiative populaire prévoyant l'organisation d'un référendum révocatoire des mandats du Président et des Préfets des neuf départements du pays. Le référendum, qui eut lieu le 10 août 2008, se solda par 67% des voix en faveur du maintien du Président Evo Morales. La victoire était incontestable, mais celle des préfets de la demi-lune ne l'était pas moins. La Bolivie se retrouvait donc à nouveau en situation de *status quo*. Fort de ses 67% des voix, le gouvernement bénéficiait toutefois d'un regain de légitimité.

L'Assemblée constituante a dès sa mise en place fait émerger des problématiques centrales auxquelles doit faire face le pays andin et qui manifestement ne seront pas réglées par la nouvelle Constitution et son aspiration de refondation de l'Etat. Une certaine contradiction se trouve même nichée au sein de ce nouveau texte constitutionnel : si Evo Morales cherche à dépasser les structures libérales pour mettre en place une reconnaissance effective de la diversité des peuples et cultures qui existent en Bolivie, la nouvelle Constitution ne prévoit pas d'approfondissement de la décentralisation. L'importance accordée par le texte aux dynamiques et dispositifs de participation politique demeure un exercice de rhétorique car les applications concrètes de cet idéal restent embryonnaires. Sans aller jusqu'à reconnaître les autonomies décidées de façon discrétionnaire et illégale par les Départements récalcitrants, la décentralisation et les autonomies sont néanmoins l'horizon inéluctable d'un Etat plurinational. Horizon qui, pour l'heure, se trouve bouché par des conflits entre régions motivés par des intérêts économiques.

La nouvelle Constitution, fortement imprégnée de valeurs provenant des cultures indigènes, polarise inexorablement le pays. La Bolivie n'est pas uniquement peuplée par les *aymaras* et les *quechuas* de l'Occident mais aussi par d'autres ethnies qui se voient menacées par ce projet indigéniste à vocation étatique.

A tout cela il faut ajouter le fait que l'Etat bolivien est chroniquement infirme, avec des institutions instables. Des entités politiques para-étatiques comme les communautés indigènes, les *ayllus*, existent aux marges de l'Etat. Leur inclusion dans l'Etat bolivien nécessite des formes de participation politique autres que celles préconisées par le système représentatif libéral. La configuration de l'Etat bolivien mise en avant par le projet de Constitution reste l'embryon d'une réforme qui, dans le futur, devra être approfondie mais qui, pour l'instant, reste partiellement anéantie par les disputes politiques et économiques qui mettent en échec la volonté réelle du gouvernement de refonder l'Etat. La Bolivie s'est engagée dans une réforme constitutionnelle de transition qui devra être approfondie, faute de quoi la société bolivienne restera dans une chimère de tentatives d'inclusion et d'équité.

Des pays dans l'actualité : **Mexique, la violence dans tous ses Etats**

David Recondo

La violence a atteint, en 2008, des niveaux sans précédent. La guerre entre les cartels mexicains, et entre ceux-ci et les forces de l'ordre, a fait près de 5000 victimes (contre 2700 en 2007). À ce chiffre il faut ajouter les centaines de victimes d'enlèvement, de vol avec violence et d'assassinat sans lien direct avec le trafic de drogue. Désormais, le spectre de la "colombianisation" du pays hante les Mexicains. Car le plus inquiétant n'est pas la quantité d'assassinats ni même les formes extrêmes que prend la violence. La nouveauté est le constat, par le gouvernement fédéral, d'une pénétration de l'État par les mafias de la drogue. En effet, le président Felipe Calderón a reconnu publiquement ce que ses prédécesseurs ont toujours refusé d'admettre: les narcotrafiquants n'agissent pas aux marges de l'État, mais en son cœur même.

Le gouvernement a déclaré, début décembre, que la moitié des forces de police n'était "pas fiable". L'opération "mains propres" lancée à la mi-septembre 2008, reflète cette prise de conscience. Le Président a décidé de lancer une guerre sans merci contre les trafiquants, à l'intérieur et à l'extérieur de l'État. Il a aussi multiplié les appels à la coopération de la part des pays voisins. Non seulement des États-Unis, premier pays consommateur des substances illicites, mais aussi des pays d'Amérique centrale et du sud. Car les narcotrafiquants mexicains sont désormais présents sur l'ensemble de la chaîne de production et de commercialisation des drogues (cocaïne, cannabis, drogues synthétiques à base d'amphétamine) et sur l'ensemble du continent américain, de la Terre de feu à l'Alaska.

La recrudescence de la violence découle de deux facteurs: la réaction des cartels de la drogue aux attaques des forces de l'ordre, et la lutte entre les cartels pour le contrôle du marché national de stupéfiants ainsi que pour celui des routes internationales de commercialisation (principalement l'entrée sur le marché étasunien). En effet, dès le début de son mandat (décembre 2006), Felipe Calderón, a fait de la lutte contre les narcotrafiquants la priorité de son gouvernement. Il a mobilisé l'armée à cet effet, tout autant que l'Agence fédérale d'intelligence (AFI) en plus de la police fédérale. Après la découverte de la collusion de membres du haut-commandement de cette dernière avec les narcotrafiquants, l'armée est devenue le principal instrument de cette guerre domestique. Désormais les affrontements prennent la forme de batailles rangées, en pleine voie publique –dans le nord du pays en particulier– entre les armées privées des cartels et les militaires. Cette tactique a d'ailleurs été fortement critiquée par une partie de l'opposition et de l'opinion publique qui reprochent au Président de privilégier les actions spectaculaires au détriment d'interventions plus discrètes visant l'infiltration des cartels par les services secrets, plutôt que les attaques frontales trop souvent anticipées et déjouées par les narcotrafiquants, dont l'armement et l'entraînement n'ont rien à envier à l'armée. De fait, des milices créées par d'anciens membres des groupes d'intervention spéciale vendent leurs services aux cartels quand elles n'investissent pas directement dans la fabrication et la vente de la drogue. Ainsi, la bande armée des "Zetas", aurait été engagée par le(s) cartel(s) du golfe pour éliminer ceux du Pacifique.

Le deuxième facteur de ce conflit est justement lié à la guerre sans pitié que les trafiquants se livrent entre eux. De fait, la plupart des 5000 victimes sont le résultat de cette rivalité entre bandes de narcotrafiquants, et non pas des affrontements avec l'armée ou la police fédérale. La géopolitique du crime organisé a beaucoup changé ces dix dernières années. Il y a peu de temps, le territoire national et les routes vers les États-Unis étaient partagés entre quatre organisations: le cartel du Golfe (qui était en réalité une association de plusieurs organisations contrôlant chacune une partie de la Côte Est du pays, de la péninsule du Yucatan jusqu'au

Tamaulipas, à la frontière avec les États-Unis), celui du Pacifique (basé à Culiacan dans l'État de Sinaloa et contrôlant le trafic du Michoacán à la Basse Californie), celui de Tijuana (contrôlant le passage aux États-Unis) et, enfin, le cartel de Juárez, implanté à Ciudad Juárez, dans le Chihuahua, également à la frontière avec les États-Unis. Depuis le début des années 2000, ces cartels ont éclaté en une multitude d'organisations établissant des alliances éphémères les unes avec les autres. Désormais, à la rivalité entre les organisations du Golfe et celles du Pacifique, s'ajoute la concurrence entre les organisations qui cherchent à couvrir ces deux portions du territoire national ainsi que le passage aux États-Unis par le nord-ouest (Tijuana), le centre-nord (Ciudad Juárez et Coahuila) et le nord-est (Nuevo León et Tamaulipas). Outre l'offensive de l'armée et de la police, c'est le développement récent d'un marché national de la drogue qui explique cette prolifération –par atomisation– des organisations de narcotrafiquants. En effet, le district fédéral (Mexico), l'État de Mexico ainsi que le Michoacán sont devenus des lieux de production et de distribution de la drogue vers les autres régions du Mexique. Les trafiquants mexicains étant implantés en Colombie et en Amérique centrale, le coût de la drogue a baissé. En outre, les drogues synthétiques, plus faciles à fabriquer et à distribuer, ont un prix particulièrement bas, ce qui les rend accessibles pour les jeunes mexicains issus des classes populaires qui ne se contentent plus, comme autrefois, de consommer du cannabis.

Néanmoins, la lutte contre les trafiquants a porté ses fruits. En 2008, les chefs de trois des principaux cartels (Alfredo Beltrán Leyva, du cartel de Sinaloa, Jesús Zambada García du cartel du Pacifique et Eduardo Arellano Félix, du cartel de Tijuana) ont été capturés par l'armée mexicaine et près de 50 000 autres membres des mafias de la drogue et de l'enlèvement ont été arrêtés. En même temps, le gouvernement a mis en œuvre une purge au sein de la police fédérale et de l'administration chargée des programmes de lutte contre la délinquance. Pourtant, l'État mexicain n'est pas prêt de remporter cette guerre non conventionnelle: les cartels ont une capacité de renouvellement extraordinaire; les candidats à la direction de ces entreprises criminelles dont le chiffre d'affaire a été estimé à 23 milliards de dollars en 2007, ne sont pas près de manquer. Mais c'est surtout la pénétration de l'administration et des forces de l'ordre par les criminels qui constitue le défi majeur du gouvernement mexicain. La plupart des opérations d'envergure ont été déjouées à cause des fuites fournies par les espions dont les trafiquants disposent au cœur de l'appareil de sécurité. Conscient qu'un tel combat ne peut être mené de façon isolée, Felipe Calderón a négocié avec George W. Bush un "plan Mérida" de combat contre le narcotrafic comparable au plan Colombie. Celui-ci a été approuvé par le Congrès des États-Unis et une première aide équivalente à 400 millions de dollars en équipement et en entraînement des forces policières, a été délivrée en décembre 2008, sur un total de 1,6 milliards de dollars. Reste à savoir si cette action conjointe contre le trafic de drogue –à laquelle sont associés les pays d'Amérique centrale– sera accompagnée d'une lutte contre la consommation sur le territoire étasunien, premier marché de stupéfiants au monde.

Des pays dans l'histoire : Cuba, cinquante ans après la révolution

Marie Laure Geoffray

Cinquante ans après la victoire de la révolution (1^{er} janvier 1959), le gouvernement cubain doit faire face à de nombreux problèmes, dont certains sont récurrents. Les cyclones Gustav et Ike, qui ont frappé l'île entre le 29 août et le 9 septembre 2008, ont durablement fragilisé l'économie cubaine. Si la pénurie alimentaire était une constante depuis le début des années 1990, du fait de l'effondrement de l'URSS et du COMECON, fin 2008, la question de la production agricole est plus que jamais stratégique. La nomination comme ministre de l'agriculture, le 26 novembre 2008, d'Ulises Rosales del Toro, ancien guérillero, général, ministre du sucre depuis 1997 et membre du Bureau Politique, constitue une tentative de réponse à ce problème central. Après l'agriculture, le logement est un autre problème préoccupant. Les cyclones successifs ont affecté 500 000 logements. La pénurie en matière d'habitat, déjà problématique dans la période pré-révolutionnaire, est une constante sous la révolution. Les grands projets de construction et de rénovation des années 1970 n'ont pu enrayer la dégradation des vieux immeubles, particulièrement frappante dans les quartiers historiques de La Havane.

La crise économique est avant tout interne. Cuba est, en effet, relativement moins touchée par la crise mondiale puisqu'elle est paradoxalement protégée par l'embargo américain, par des accords économiques adossés à des liens politiques forts avec le Venezuela et la Chine et par un nouveau partenaire économique prêt à investir dans le pays : la Russie. Cependant si ces accords sont favorables à Cuba sur le court et le moyen terme, ils handicapent sur le long terme son insertion internationale puisqu'ils empêchent la restructuration efficace de son économie. Les économistes Mesa Lago et Perez-Lopez⁴ montrent que les espaces d'économie de marché restent enclavés et soumis à de fortes restrictions au sein de l'économie socialiste planifiée. La politique suivie par Raul Castro en termes de commerce extérieur témoigne même d'une recentralisation avec un retour au monopole d'Etat et d'une mise au pas de la nouvelle classe d'entrepreneurs, apparue dans les années 1990. Il a, en effet, pris l'initiative de contrôler bien plus strictement les entreprises cubaines habilitées à commercer avec l'étranger, notamment leurs relations avec les zones franches et le type de produits qu'elles peuvent importer.

Les difficultés économiques conjoncturelles viennent donc aggraver les problèmes structurels. Malgré les tentatives de réforme impulsées par Raul Castro⁵ depuis son accession au pouvoir (redistribution de certaines terres en usufruit à de petits paysans, accès facilité à des biens de consommation, amélioration considérable du transport urbain et interurbain, suppression dans les entreprises de l'égalitarisme salarial pour stimuler la productivité), la vie quotidienne des Cubains reste difficile. L'absence de mise en congruence entre les salaires, versés en pesos cubains (le change officiel est de 24 pesos pour un peso convertible, plus ou moins égal au dollar) et les besoins d'achat de nombreux biens de consommation courante, payables en pesos convertibles, est responsable de la corruption généralisée. La quasi totalité des Cubains est contrainte d'avoir recours au vol dans les entreprises d'Etat, aux trafics ou au marché noir pour survivre. Or cette lutte pour la survie génère plutôt des logiques de retrait (exil,

⁴ Carmelo Mesa-Lago et Jorge Perez-Lopez, *Cuba's aborted reform: socioeconomic effects, international comparisons, and transition policies*, Gainesville, University Press of Florida, 2005.

⁵ Deux ouvrages retracent le parcours de Raul Castro et sa trajectoire à la tête de l'armée cubaine : Hal Klepak, *Cuba's Military 1990-2005* et Brian Latell, *After Fidel, The Inside Story of Castro's Regime and Cuba's Next Leader*, tous deux publiés chez Palgrave MacMillan en 2005.

recours à l'informalité) que de mobilisations pour le changement et un effondrement des valeurs liées au socialisme (effort collectif, solidarité). Elles cèdent la place à un individualisme qui stimule le délitement du tissu social plutôt que la construction d'une alternative globale au régime révolutionnaire.

La contestation est donc limitée. Les mouvements dissidents restent faibles car ils sont extrêmement morcelés. La peur de l'infiltration par les services secrets, les rivalités personnelles et les volontés de pouvoir empêchent la cristallisation des dynamiques de convergence créées, notamment, par le projet Varela⁶. De plus, la dissidence est constamment délégitimée par les autorités politiques qui accusent ses membres de conspirer avec les Etats-Unis pour renverser le régime révolutionnaire.

Il existe une autre forme de contestation, plus ambiguë, dans le secteur culturel grâce à la politique libérale du ministre de la culture Abel Prieto et à l'action de groupes et réseaux plus ou moins faibles⁷. C'est dans cette configuration qu'un grand débat a eu lieu, de janvier à mars 2007, autour de la politique culturelle sous la révolution. Quelques intellectuels et artistes ont utilisé Internet⁸ pour répondre aux apparitions successives à la télévision de trois hauts fonctionnaires de la culture des années 1970, lesquels avaient, à l'époque, appliqué une politique de censure extrêmement violente. Si la gestion apparemment libérale de cette mobilisation par le ministère de la culture permet sa dislocation rapide, la mobilisation a marqué un tournant car son existence même a démontré qu'il était possible de protester collectivement sans se heurter à une répression sévère.

Cinquante ans après la révolution, le régime révolutionnaire a donc sécurisé les conditions de sa reproduction en maintenant la centralisation de son économie tout en libéralisant partiellement certains secteurs. Cependant, sa direction est vieillissante alors que 75% de cubains sont nés après 1959. 2009 sera donc une année charnière. Le désastre économique provoqué par les cyclones Gustav et Ike devrait entraîner de nouvelles réformes. Et la convocation, en décembre 2009, du 6^e congrès du Parti Communiste Cubain (PCC), sera un événement majeur pour deux raisons : il viendra entériner ou non les réformes en cours et il permettra de connaître les rapports de force politiques à l'intérieur d'une organisation qui régit la vie politique cubaine et dont le dernier congrès remonte à 1997.

⁶ Oswaldo Paya, fondateur du Mouvement Chrétien de Libération, a créé le projet Varela à la fin des années 2000. Il s'agit d'un texte (une sorte de pétition) qui utilise la possibilité inscrite dans la Constitution cubaine de soumettre un projet de loi à l'Assemblée Nationale s'il est signé par, au minimum, dix mille citoyens. Ce texte demandait l'organisation d'un référendum qui aurait permis aux Cubains d'opiner réellement, pour la première fois depuis 1959, sur le fonctionnement de leurs institutions et sur la question des libertés civiles (expression, réunion), économiques (liberté d'entreprendre) et politiques (droit de vote, création d'un parti)

⁷ Mark Granovetter, "The strength of weak ties", *American Journal of Sociology*, 1973.

⁸ Internet fut pour la première fois dans l'île le lieu d'un débat. Les rares Cubains qui disposent d'Internet sont, en effet, quelques journalistes et intellectuels ainsi que certains salariés de la culture, de l'information et de la communication. Ceux-ci disposent d'une connexion dans leur centre de travail et parfois chez eux d'un compte email qui leur permet d'envoyer et de recevoir des messages mais pas de se connecter au réseau mondial.

Des pays dans l'histoire : Venezuela, dix ans de chavisme

Frédérique Langue

Alors que le président Hugo Chávez s'apprête à célébrer le dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir, les effets d'une mondialisation décriée et de la crise financière se font désormais sentir sur l'économie et la gouvernance du pays. S'y ajoute une diminution conséquente du prix du pétrole (54\$ le baril fin novembre 2008, soit bien en-dessous des 100\$ célébrés par le Président). C'est par conséquent dans un contexte fragilisé que se sont déroulées les élections régionales du 24 novembre, sur une scène politique interne dont le facteur clef n'est pas tant l'union factice de l'opposition — impuissante et divisée devant le phénomène Chávez —, que les divisions internes au camp chaviste. Celles-ci sont devenues manifestes début 2007: la création, sans grande concertation, du Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV) met en exergue les divergences profondes existant entre la ligne politique tracée par le *comandante* après sa nouvelle victoire aux élections présidentielles de décembre 2006 (le « Socialisme du XXI^e siècle »), et les options de certains alliés. Aussi bien le Parti communiste (PCV) que Patria para todos (PPT) demeurent réticents à une fusion au bénéfice exclusif du PSUV. Sans compter la défection d'alliés de toujours, ainsi le general Raúl Baduel, ancien ministre de la défense, à la veille du référendum de 2007. Ce premier revers enregistré lors du référendum du 2 décembre 2007 (portant sur la modification de la Constitution bolivarienne, et notamment sur la possibilité de réélection indéfinie du Président) témoigne également des incertitudes de l'électorat chaviste et tout particulièrement des « chavistes *light* », malgré l'existence d'un socle dur de 30% de partisans.

Le consensus paradoxalement exprimé à cette occasion à l'endroit de la Constitution bolivarienne de 1999 n'est pas le moindre acquis institutionnel et symbolique du «chavisme». Car ce phénomène, dépourvu d'idéologie véritable — dans ses émissions dominicales *Aló Presidente*, H. Chávez cite aussi bien Bolívar, Tony Blair, que Neruda ou De Gaulle —, fondé sur un leader charismatique, autorise bel et bien cette caractérisation. Initié dans les années 1980 dans le cadre d'une loge militaire clandestine (l'Armée bolivarienne de libération, 1983) devenue «Mouvement bolivarien» puis, en vue de la conquête du pouvoir par les urnes, le Mouvement Ve République (1996), le parcours de la Révolution bolivarienne et de son leader s'officialise lors des élections présidentielles de décembre 1998 (remportées avec 56,2% des suffrages). Il se trouve conforté lors des présidentielles de 2000 et 2006 (avec 59,7% et 62,9% des voix respectivement) et même, lors du référendum révocatoire convoqué par l'opposition en août 2004.

Candidat atypique aux présidentielles de 1998, contempteur du régime bipartisan dominant au Venezuela depuis la chute de la dictature de Pérez Jiménez et la signature du pacte de Punto Fijo (1958), H. Chávez a su tirer profit du rejet d'un «système des partis» perçu comme corrompu, sur fond de crise de surcroît. C'est déjà la crise qui avait provoqué, en février 1989, la «révolte des *cerros*» (*Caracazo*), et la prise de conscience de jeunes officiers faisant suite à la répression de ce mouvement populaire. Parmi eux, le lieutenant-colonel Hugo Chávez, allait, en février 1992, diriger une tentative de coup d'État à l'encontre du président *adeco* Carlos Andrés Pérez. Echec tactique, ce *golpe* manqué eut toutefois un succès médiatique indéniable, et prit le nom de « rébellion des anges » (Angela Zago)⁹.

Une fois au pouvoir, la « révolution pacifique et démocratique » s'attache à établir les bases d'une démocratie non plus représentative mais participative (cf. Constitution bolivarienne approuvée par référendum en 1999 après convocation d'une Assemblée constituante). A la

⁹ Angela Zago, *La rebelión de los ángeles*, Caracas, Warp Edición, 1998.

différence de ses prédécesseurs, Hugo Chávez prend en effet en compte la question sociale et entend lutter contre la pauvreté. En témoignent les programmes sociaux ou “missions” créées grâce aux revenus du pétrole, dans le domaine de la santé, avec la mission « Barrio Adentro » en collaboration avec Cuba, et de l'enseignement (missions « Robinson » destinée à vaincre l'analphabétisme, « Ribas », ou « Sucre »).

La Révolution est cependant fondamentalement bolivarienne, inscrite à ce titre dans l'imaginaire politique du pays. Elle comporte par ailleurs une projection internationale incontestable, en termes de solidarité politique, mais également économique et financière, avec d'autres pays du continent, voire d'intégration régionale (création de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques en 2004). Elle constitue ainsi la composante radicale des “nouvelles gauches” parvenues au pouvoir au cours de ces dernières années sur le continent latino-américain. Le discours anti-impérialiste voire anti-américain d'Hugo Chávez est à cet égard extrêmement mobilisateur. Même si, en toile de fond, les échanges verbaux peu amènes avec les responsables américains n'affectent guère les échanges bilatéraux et notamment les exportations de pétrole¹⁰.

La polarisation croissante de l'opinion publique, la multiplication dans les premières années du gouvernement de H. Chávez des mobilisations de l'opposition et, surtout, la tentative de coup d'État à son encontre en avril 2002 — menée par l'aile la plus conservatrice de cette opposition— suivie de la « grève civique » de fin 2002-janvier 2003 (la plus longue de l'histoire nationale et qui affecta notamment le fonctionnement de l'entreprise pétrolière PDVSA), entraînent une radicalisation de la Révolution, désormais « armée ». La « force armée nationale » (FAN) se voit renforcée par la mobilisation populaire sous différentes formes (réserve, milices boliviariennes). A partir de cette date, les militaires se font également plus présents dans les instances dirigeantes de l'État et des grandes entreprises publiques, mettant en évidence une tendance récurrente dans l'histoire du Venezuela, celle du prétorianisme, “situation dans laquelle le secteur militaire (...) exerce une influence politique abusive, recourant à la force ou menaçant de le faire”¹¹.

Le « processus », puisque tel est le nom donné à la Révolution par ses partisans, s'accélère. La multiplication des nationalisations dans les secteurs économiques stratégiques (la révision des concessions accordées aux compagnies pétrolières internationales) met en exergue un modèle économique productif étatique fondé sur l'indépendance du pays. La proclamation du « socialisme du XXI^e siècle » ouvre ainsi une nouvelle étape, aussi bien sur la scène intérieure qu'en ce qui concerne les relations internationales. Leader d'un nouveau non-alignement politique pour certains, allié de l'« axe du mal » pour d'autres, H. Chávez a acquis une stature internationale qui ne se limite pas aux relations hémisphériques. A cet égard, l'élection de Barack Obama, si elle semble aller dans le sens de la tendance de fond observée sur l'ensemble du continent, celle d'une démocratisation voire d'un ancrage vers plus de justice sociale, présente cependant un inconvénient majeur : avec le départ du « diable » Bush, H. Chávez perd en effet l'un des piliers de son discours, l'anti-impérialisme militant, alors même que la crise économique affecte au jour le jour son électorat populaire.

¹⁰ Carlos A. Romero, *Jugando con el globo. La política exterior de Hugo Chávez*, Caracas, Ediciones B, 2006.

¹¹ Domingo Irwin, Ingrid Micett, *Caudillos, militares y poder. Una historia del pretorianismo en Venezuela*, Caracas, UPEL-UCAB, 2008.

Des pays aux urnes : Les élections intermédiaires de 2008 au Brésil

Frédéric Louault

En octobre 2008, 130 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes électroniques pour choisir les représentants municipaux dans les 5.561 villes du Brésil. Malgré la pression médiatique suscitée par la crise financière internationale et les élections présidentielles aux Etats-Unis, les élections municipales brésiliennes ont eu un écho international inattendu. Ce traitement est en partie lié à la personnalité de l'actuel président du Brésil. A quelques jours du scrutin, Lula bénéficiait d'une popularité record, et son gouvernement était approuvé par 64% de la population¹². Un « effet-Lula » pouvait-il se faire ressentir au niveau municipal ? C'est aussi l'incertitude provoquée par la clôture attendue d'un cycle politique qui a conféré à ces élections municipales un rôle particulier. Lula ne pourra pas légalement se représenter en 2010, faisant de ce rendez-vous électoral le premier depuis le retour à la démocratie sans sa participation comme candidat.

Force politique essentielle à la gouvernabilité du Brésil, le PMDB confirme sa position de première force municipale (tableau 1). Ses candidats l'ont emporté dans plus d'une ville sur cinq, et dans 9 des 26 capitales étatiques¹³ (il n'y a pas d'élections municipales à Brasília), dont Rio de Janeiro, Salvador et Porto Alegre. Il conforte ainsi sa capacité négociatrice et sa position d'allié stratégique en vue de 2010. Quant au PT, il s'est imposé dans 558 municipalités, dont 6 capitales (Fortaleza, Recife, Porto Velho, Vitória, Rio Branco et Palmas). Mais il n'est pas parvenu à reconquérir les villes de São Paulo (enjeu stratégique) et Porto Alegre (enjeu symbolique), perdues en 2004. On ne peut toutefois conclure à un affaiblissement du parti de Lula. Si le PT a bien perdu des votes entre 2004 et 2008, le nombre de municipalités qu'il remporte augmente de 36% par rapport à 2004. Seul parti à connaître une croissance municipale ininterrompue depuis 1988, le PT s'est également imposé, en 2008, dans 15 des 53 villes non capitales de plus de 200.000 habitants (28,3%). L'actuelle base gouvernementale semble sortir renforcée de ces élections. Rassemblant 16 partis, elle administrera 72% de l'électorat municipal (93 millions d'électeurs, dont 28,8 pour le seul PMDB et 19,9 pour le PT). On constate a contrario un affaiblissement quantitatif du PSDB et du DEM (ex-PFL). Le premier remporte 788 municipalités, dont 4 capitales de taille moyenne. Quant au DEM, son érosion municipale se confirme (501 villes), mais il remporte la capitale économique du pays, São Paulo. Faisant tourner la tête aux enquêteurs d'opinion¹⁴, le maire sortant Gilberto Kassab y a réalisé une ascension spectaculaire, devançant au premier tour son rival direct Geraldo Alckmin (PSDB), puis l'emportant haut la main au second tour face à Marta Suplicy (PT).

¹² Source : Institut Datafolha, septembre 2008 (http://datafolha.folha.uol.com.br/po/ver_po.php?session=725)

¹³ L'ensemble des résultats et les présentations des partis sont disponibles sur le site web de l'OPALC. Voir notamment le dossier « Municipales – Brésil 2008 », réalisé par les étudiants du Master Amérique latine de l'IEP de Grenoble, qui offre une analyse détaillée de ces élections.

¹⁴ Voir l'analyse « Brésil 2008 : Intentions de vote », publiée sur le site web de l'OPALC : http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=380&Itemid=66

Tableau 1. Nombre total de municipalités remportées entre 1988 et 2008

	1988	1992	1996	2000	2004	2008
PMDB	1 606	1 605 (↓)	1 288 (↓)	1 257 (↓)	1 060 (↑)	1 207 (↑)
PT	38	54 (↑)	111 (↑)	187 (↑)	410 (↑)	558 (↑)
PSDB	18	317 (↑)	910 (↑)	990 (↑)	870 (↓)	788 (↓)
DEM/PFL	1 058	965 (↓)	928 (↓)	1 028 (↑)	794 (↓)	501 (↓)

Pour mieux cerner les enjeux soulevés par ces élections, nous les analysons à la lumière de deux apports théoriques : le modèle des élections intermédiaires¹⁵ et le modèle du cycle électoral municipal.¹⁶

Le modèle des élections intermédiaires permet de relier les enjeux municipaux au cadre national. Parodi distingue trois types d'élections intermédiaires. Dans des conditions particulières (système de partis identique aux niveaux national et local ; faible personnalisation locale ; absence d'enjeux locaux ; impopularité gouvernementale), le vote municipal peut sanctionner un gouvernement national. C'est l'« effet élections intermédiaires » (ou vote-sanction). Si le gouvernement national est populaire, la politisation locale sur les thèmes nationaux est faible. Les élections sont alors « dégovernmentalisées ». Caractérisées par des alliances hétérogènes, une personnalisation locale, et la présence d'enjeux locaux¹⁷, les municipales de 2008 se rapprochent du 3^e type-idéal : les élections à « déconnexion maximale ». La popularité de Lula n'a pas eu d'influence réelle sur les résultats. Dans ce type d'élections, il est en effet « très difficile d'infliger une nette défaite à l'opposition. Le résultat global des élections est alors marqué par une certaine stabilité » (Martin 1996 : 962). En ce sens, le scrutin de 2008 a généré des satisfactions multiples. Par ailleurs, les élections intermédiaires sont dénuées de tout caractère prédictif quant à l'élection nationale suivante.¹⁸ Comme le soulignait Lula lui-même au soir du second tour, le vote de 2008 n'aura pas d'influence directe sur les élections présidentielles de 2010. Ces municipales ont toutefois fragilisé certaines positions politiques, comme Marta Suplicy et Geraldo Alckmin, jusqu'alors présidentiables potentiels.

L'« effet élection intermédiaire » n'ayant pas joué au Brésil, il faut chercher d'autres facteurs explicatifs du vote municipal. Le modèle du cycle électoral municipal (Martin 1996) nous semble, pour ce faire, pertinent. Un maire bénéficierait lors de son premier mandat d'un état de grâce municipale. Sa dynamique électorale personnelle atteindrait son apogée à la fin du premier mandat, facilitant sa réélection. Cette tendance peut toutefois être altérée par deux facteurs de « brouillage » : la popularité des challengers, et les événements politiques locaux. Au Brésil, la réélection des maires pour un unique mandat consécutif est autorisée depuis 1997. En 2008, 66,7% des candidats à la réélection (et au total 41% des maires sortants) ont été reconduits.¹⁹ Si l'on s'en tient aux capitales, 20 des 26 maires sortants étaient candidats à la réélection : 19 ont été réélus (95%), dont 13 au 1^{er} tour. Le modèle du cycle électoral municipal explique donc pour partie les résultats. La seule réélection manquée dans une capitale a eu lieu à Manaus. C'est un cas-type d'effet de brouillage, la dynamique personnelle de l'*incumbent* Serafim Corrêa (PSB) ayant été bloquée par la popularité de son adversaire Amazonino Mendes

¹⁵ Parodi Jean-Luc, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue Politique et Parlementaire*, 903, avril 1983, pp.42-72 ; Parodi Jean-Luc, « Les élections 'intermédiaires' du printemps 2004 : entre structure et événement », *Revue Française de Science Politique*, vol.54, n°4, 2004, pp.533-543

¹⁶ Martin Pierre, « Existe-t-il en France un cycle électoral municipal ? », *Revue Française de Science Politique*, vol.46, n°6, 1996, pp.961-995

¹⁷ Le PMDB a par exemple tissé ses alliances sur l'ensemble de l'éventail politique, et a même attiré des candidats transfuges (comme les maires sortants de Porto Alegre (José Fogaça), Salvador (João Henrique) et Florianópolis (Dário Berger), élus en 2004 sous les couleurs respectives du PPS, du PDT et du PSDB, puis réélus en 2008 sous l'étiquette PMDB.

¹⁸ Dolez Bernard & Laurent Annie, « Une approche locale des élections municipales », in Dolez Bernard & Laurent Annie (dir.), *Le vote des villes. Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001

¹⁹ Les chiffres atteignent 72,4% dans l'Etat de São Paulo, et 75% dans le Ceará. Source : Confederação Nacional dos Municípios (CNM). Voir «Taxa de reeleição em 2008 é a mais elevada da história», *Folha de São Paulo*, 10/10/2008 (<http://www1.folha.uol.com.br/fofha/brasil/ult96u454587.shtml>)

(PTB).²⁰ La croissance du taux de réélection peut traduire la crédibilité des gestionnaires municipaux sortants, dont les niveaux d'approbation avant les élections étaient élevés.²¹ Pour Carlos Ayres Britto (président du Tribunal Suprême Electoral), l'autorisation de réélection augmenterait cependant les risques d'usage de la machine administrative, et déséquilibrerait la compétition électorale.²² Ces élections ont ainsi limité l'émergence de nouveaux visages sur la scène politique, et le renouvellement du personnel municipal. La proportion de femmes élues stagne : sur l'ensemble des élus, seuls 9,59% des maires et 12,53% des députés municipaux sont des femmes.²³

La stabilisation globale des positions par cycle électoral municipal a contribué au façonnement de satisfactions multiples. Le vote de 2008 n'a bouleversé les équilibres ni au niveau local ni au niveau national. Loin d'être une répétition générale pour les élections 2010, ces municipales constituent plutôt des élections de positionnement dans une double acception : positionnement des acteurs politiques en préparation d'élections de premier ordre (stratégies de carrière) ; positionnement comme gel des enjeux dans la perspective de clôture d'un cycle politique national.

²⁰ Elu Gouverneur de l'Etat d'Amazonas à trois reprises (1986, 1994, 1998), maire de Manaus à deux reprises, (1982 et 1992) et Sénateur de la République 1990), Amazonino Mendes dispose d'une puissante implantation politique et d'un large réseau de clientèle, qu'il a su mobiliser en 2008.

²¹ Voir les chiffres publiés par l'institut Datafolha : http://datafolha.folha.uol.com.br/po/po_index.php.

²² Voir "Presidente do TSE defende mudanças na lei sobre reeleição para fiscalizar uso da máquina", *Folha de São Paulo*, 27/10/2008

²³ Sources : Mais Mulheres no Poder <http://maismulheresnoperbrasil.com.br/dados.html> & Tribunal Superior Eleitoral (www.tse.gov.br). C'est dans les municipalités du Nordeste que la proportion de femmes élues députées est la plus importantes (14,82% en moyenne), et c'est dans le Sudeste qu'elle est la plus faible (10,61% en moyenne).

Des pays aux urnes : Les élections municipales chiliennes d'octobre 2008, le double malaise.

Patricio Scaff

Le 26 octobre 2008 les chiliens ont élu les maires et les conseillers municipaux des 345 municipalités du pays. Sur les 6 listes en présence, deux représentaient les partis de la coalition au pouvoir (*Concertación Democrática*: PDC et PS; et *Concertación Progresista*: PPD et PRSD), auxquelles s'ajoutaient une liste de droite, l'*Alianza* (UDI et RN), une de gauche, *Juntos Podemos* (PC, PH, et *Izquierda Cristiana*), une locale (*Fuerza del Norte*) et enfin le pacte *Por un Chile limpio* regroupant le Parti écologiste, le PRI et des *colorines*²⁴ qui n'ont pas pu constituer légalement leur parti politique *Chile Primero*.

Premier - et dernier - test électoral pour le gouvernement de Michelle Bachelet, les résultats traduisent un double malaise, face au politique et à la *Concertación*. Au total, ils ont renforcé la droite qui a remporté sa première victoire électorale depuis 1958.

Des élections intermédiaires : l'avertissement pour la Concertación

Pour la première fois depuis sa création, la *Concertación* a présenté des candidats répartis entre deux listes distinctes. Division au sein de la coalition ou calcul politique pour augmenter le nombre des conseillers municipaux grâce à la formule d'Hondt, les résultats des listes de la coalition de Michelle Bachelet n'ont pas réussi à rassurer les équipes de *la Moneda* qui s'attendaient clairement à un triomphe.

La *Concertación* a perdu des villes importantes comme Valparaiso, Temuco ou Punta Arenas. Dans la capitale, quatre communes ont basculé à droite. L'alliance gouvernementale a pu quand même remporter la très peuplée commune de la Florida, grâce à la candidature d'un acteur de télévision socialiste : Jorge Gajardo. Le triomphe de Zalaquett à la mairie de Santiago a été un coup dur pour la *Concertación*. En effet, la coalition de Bachelet avait soutenu -et avait même préparé la fête car les sondages le donnaient triomphant- un ancien maire de Santiago (le DC Jaime Ravinet). Santiago reste donc à droite et, même si le nombre de maires concertacionistes est globalement plus élevé, la droite gouverne au niveau local un million de Chiliens de plus que la *Concertación*. Les résultats ont été les suivants :

Résultats des municipales 2004

Liste	2004 - MAIRES		2004 - CONSEILLERS	
	%	Maires élus	%	Conseillers élus
A. - Juntos Podemos	5,89%	4	9,17%	89
B. - Alianza	38,72%	104	37,68%	886
C. - Concertación Por La Democracia	44,81%	203	47,89%	1126
D. - Nueva Alternativa Independiente	0,32%	1	0,69%	15
E. - Nueva Fuerza Regional	0,62%	1	0,65%	7
Independientes (Fuera De Pacto)	9,64%	32	3,92%	21

²⁴ Les *Colorines* (roux) sont les anciens membres du PDC ayant suivi le sénateur Adolfo Zaldívar, expulsé du parti en décembre 2007.

Résultats des municipales 2008

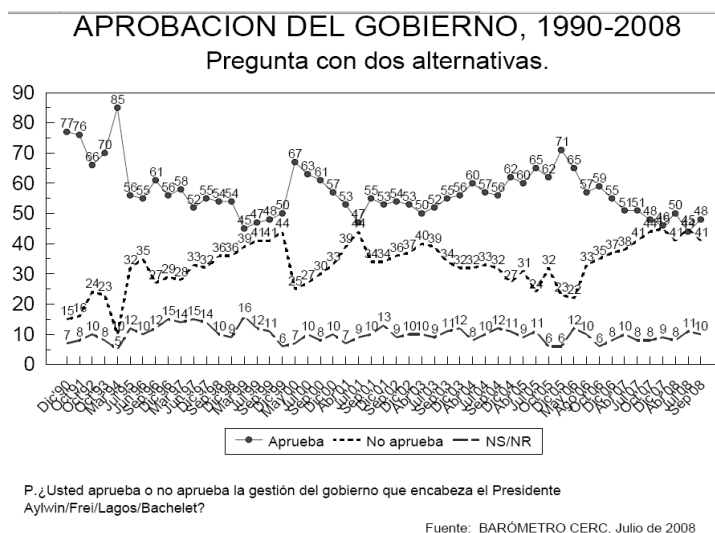
Liste	2008 - MAIRES*		2008 - CONSEILLERS	
	%	Maires élus	%	Conseillers élus
D.- Juntos Podemos Más	6,36%	7	9,08%	80
E.- Alianza	40,56%	142	35,99%	863
Total Concertacion	38,46%	146	45,24%	1064
C.- Concertación Democrática	28,71%	99	27,90%	673
F.- Concertación Progresista	9,75%	47	17,34%	391
A.- Por un Chile Limpio	4,00%	7	7,57%	117
B.- La Fuerza del Norte	0,38%	1	0,49%	7
Independientes (Fuera De Pacto)	10,20%	40	1,59%	12

* Deux municipalités sont en situation d'égalité

Données : ministère de l'intérieur, les données détaillées par parti politique sont disponibles sur www.elecciones.gob.cl

Pour la *Concertación* le panorama se présente très complexe à un an des élections présidentielles. D'un côté, il existe une crise de leadership au sein de la coalition, depuis l'arrivée de Michelle Bachelet au pouvoir, qui n'a pas encore été résolue malgré les remaniements ministériels qui ont placé aux cotés de la présidente des *seniors* comme Sergio Viera Gallo ou Francisco Vidal. Le parti démocrate chrétien a, d'un autre côté, souffert de la démission de sa présidente Soledad Alvear, suite aux mauvais résultats d'octobre. Quelques mois auparavant, une partie de la DC derrière le sénateur Adolfo Zaldívar avait commencé à constituer une nouvelle force (*Chile Primero*) intégrée au parti des régions, le PRI en 2008. Cette nouvelle configuration a clairement fait perdre des voix à la *Concertación*.

Les différents problèmes publics qui ont affecté le gouvernement Bachelet, comme l'échec du nouveau système de transports de Santiago, le *Transantiago*, la crise économique mondiale, la destitution de la ministre de l'éducation, et les nombreux cas de corruption, ont fait chuter le soutien au gouvernement de Bachelet, en baisse depuis le début de son mandat. Ce soutien, à la veille des élections, est passé sous le seuil des 50% :



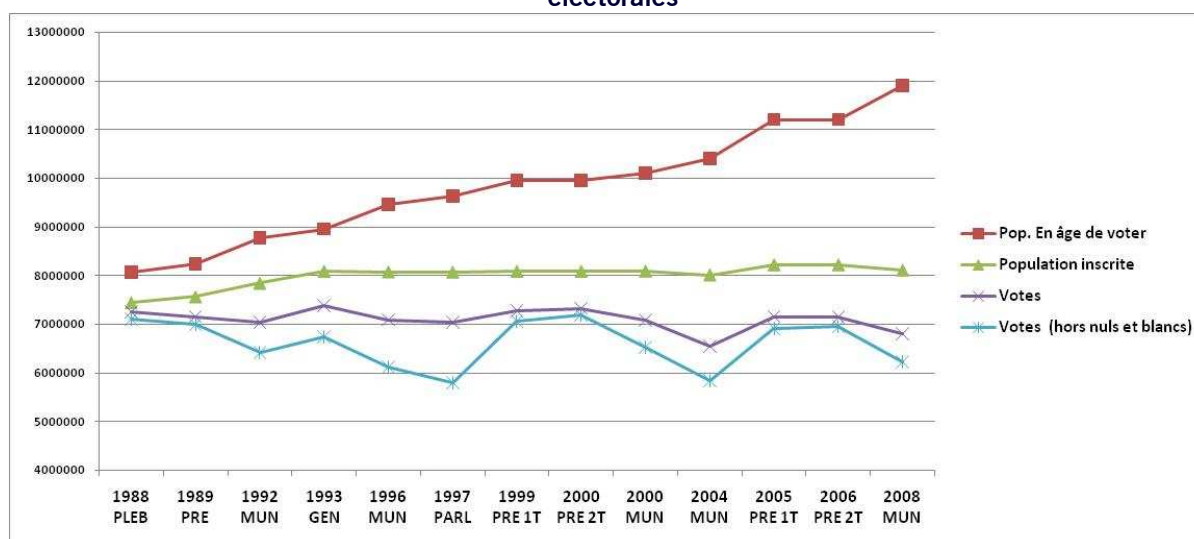
L'abstention et la non-inscription électorale : une tendance consolidée

Ces élections n'ont pas seulement mis en relief un certain *voto castigo* contre la *Concertación*. Elles ont aussi traduit sans aucun doute le mécontentement des Chiliens face au politique et à l'absence de projet auquel s'identifier. On pourrait parler de *no-voto castigo*, le malaise se manifestant par deux « refus » : le refus de la *participation* et le refus de la *représentation*. En effet, dans tous les sondages ou études d'opinion la part de la population qui s'identifie aux forces existantes diminue considérablement chaque année. En 2008, selon le

sondage CERC de septembre²⁵, 31% des Chiliens ne se considèrent ni partisans du gouvernement ni partisans de l'opposition. Le chiffre s'élève si l'on ajoute dans le calcul les non-inscrits. Il faut aussi considérer la proportion croissante, par rapport aux municipales 2004 et aux présidentielles 2005-2006, de votes blancs ou nuls, qui a atteint 8,54% pour les maires et 12,33% pour les conseillers.

Concernant la participation, les résultats sont bien plus décourageants : on estime qu'au moins un Chilien en âge de voter sur quatre n'est pas inscrit sur les listes électorales. Parmi les inscrits, l'abstention a atteint 17%, donc la participation réelle (c'est-à-dire par rapport à la population en âge de voter) n'a pas dépassé les 57%. Le bilan de ces deux modalités de refus fait que les nouveaux élus locaux n'ont été choisis que par 52%²⁶ des 11,9 millions de Chiliens qui auraient pu voter ce 26 octobre 2008. Cette faible participation se concentre chez les jeunes. Si en 1988 les jeunes représentaient environ un tiers des électeurs, en 2008 ils ne sont pas plus d'un dixième à avoir voté. L'inscription au Chili est volontaire mais le vote est obligatoire une fois que l'on est inscrit : une formule qui ne facilite pas la participation de ces générations de jeunes qui ont grandi en démocratie. Le schéma suivant illustre l'évolution inquiétante de la non participation politique, 20 ans après le plébiscite de 1988²⁷.

20 ans de participation électorale au Chili : le vieillissement des inscrits sur les listes électorales



Source : INE et Ministère de l'Intérieur.

Mais ce refus de participation est un constat qui mérite d'être relativisé par une autre donnée : le gouvernement de Michelle Bachelet est celui qui a connu le plus grand nombre de mobilisations sociales parmi les quatre gouvernements de la *Concertación* : lycéens, étudiants universitaires, fonctionnaires, cheminots, *deudores habitacionales*, *registro civil*, hôpitaux... Ces mouvements illustrent sans doute aussi une certaine dynamisation de la participation politique.

Quelles perspectives ?

L'*Alianza* a choisi son candidat pour 2009. La *Concertación* devra organiser des primaires qui éliront sans surprise l'ex-président Eduardo Frei (DC) au plus tard au mois de mai. A droite, Sebastián Piñera (RN) réussira à s'imposer et rallier une UDI qui certes devient le plus grand parti, mais qui fait face aussi à des divisions internes très profondes. L'outsider Leonardo Farkas²⁸, un millionnaire très médiatique qui a été inclus dans les derniers sondages pour la présidentielle, sera aussi un acteur majeur car il va certainement canaliser quelques refus. Adolfo Zaldívar souhaite pour sa part devenir le candidat du PRI.

²⁵ www.cerc.cl

²⁶ Il s'agit des voix « *validamente emitidos* » (votes émis, hors nuls et blancs) par rapport à la population en âge de voter.

²⁷ Patricio Navia, Participación electoral en Chile, 1988-2001, *Revista de Ciencia Política* Volumen XXIV/N°1/2004/81-103, Santiago http://www.scielo.cl/scielo.php?pid=S0718-090X2004000100004&script=sci_arttext

²⁸ http://www.elpais.com/articulo/internacional/fenomeno/Farkas/seduce/Chile/elpepuintiat/20081120elpepuint_6/Tes

Enfin, l'idée de plus en plus établie dans la presse d'une *nécessaire* alternance et l'image de triomphe que le candidat de RN projette dans les différents sondages sont deux indicateurs qui placent la droite comme favorite pour emporter les présidentielles pour la première fois depuis la transition.

La crise économique n'épargnera pas le Chili. Il s'agit d'un facteur qui peut avoir une influence décisive sur le nouvel équilibre des forces politiques. Il reste à voir si le gouvernement de Michelle Bachelet aura l'audace de tirer les leçons des résultats de 2008 pour affronter la crise en alignant sa coalition et en maîtrisant plus efficacement sa communication gouvernementale.

Mais le profil d'entrepreneur de Sebastian Piñera sera sans doute un de ses plus grands atouts pour gagner du terrain face à l'absence de leadership de la *Concertación*. Déjà en 2005 il était perçu par les Chiliens selon tous les sondages comme le plus crédible sur les questions économiques. Si l'agenda de 2005 était surtout marqué par des sujets comme l'égalité des chances, la redistribution, la sécurité ou encore la santé, les derniers mois laissent penser qu'en 2009 les sujets prioritaires pour les Chiliens basculeront sur les terrains de l'économie et de la lutte contre la corruption. Face à l'usure de la Concertación, les débats porteront enfin sur la nécessité ou non d'une alternance politique.

Des pays aux urnes : Nouvelle donne politique au Venezuela après les élections du 23 novembre 2008

Johanna Lévy

Les élections régionales et municipales du 23 novembre 2008 au Venezuela ont abouti à une situation inédite : pour la première fois dans l'histoire électorale vénézuélienne de la dernière décennie, il semblerait n'y avoir ni vainqueurs ni perdants. Mieux, il n'y aurait que des vainqueurs, à en croire les réactions émanant des deux principaux camps politiques en présence : les partisans du président Hugo Chávez rassemblés autour du nouveau Psuv (Parti Socialista Unido de Venezuela), et ceux de l'opposition vénézuélienne. Tout en reconnaissant la validité des résultats, les deux camps s'arrogent la victoire. Qu'en est-il donc du paysage politique vénézuélien au sortir de ces élections ?

L'opposition vénézuélienne a sans aucun doute récupéré le terrain perdu lors des dernières élections régionales de 2004. La stratégie abstentionniste alors défendue par une majorité de ses dirigeants avait en effet abouti à l'écrasante victoire des partisans de Chávez, l'opposition ne conservant que 2 des 23 Etats du pays - la région insulaire de Nueva Esparta et Zulia, stratégique pour ses ressources en hydrocarbures. A l'issue des dernières élections, non seulement l'opposition vénézuélienne conserve ses fiefs mais elle en remporte quatre de plus, et non des moindres : en plus de l'Etat de Tachira, un des deux principaux points de passage vers la Colombie avec Zulia, l'opposition gouverne désormais Carabobo, poumon industriel du pays, ainsi que l'Etat de Miranda, second Etat pour sa population et dont quatre des circonscriptions appartiennent à la capitale, Caracas. Après avoir été gouvernée pendant 4 ans par un chaviste, cette dernière change donc de mains, Antonio Ledezma devenant le nouveau maire du district métropolitain. L'opposition vénézuélienne peut donc se vanter d'avoir remporté 5 des 8 régions du « corridor électoral », dont la capitale, et avec elles la possibilité d'administrer 45% de la population du pays sur des territoires représentant 70% du PIB.

Ces résultats ne sont pas pour autant parvenus à assombrir le panorama politique du camp chaviste. Alors qu'il avait subi sa première défaite lors du référendum de 2007 sur la réforme constitutionnelle proposée par le Président vénézuélien, le Psuv peut proclamer sa première victoire électorale en devenant la principale force politique du pays. A l'échelle nationale, les candidats du Psuv au poste de gouverneur ont en effet obtenu 5.073.774 voix contre 3.948.912 pour l'opposition (53,45% contre 41,65%, les 5% restant ayant été recueillis par des candidats indépendants). Avec 20% d'électeurs de plus qu'en 2007, le Psuv distance ainsi les candidats d'opposition de plus d'un million de suffrages : au niveau régional il remporte 17 des 22 Etats en lice, dont trois stratégiques au niveau industriel (Aragua, Bolivar et Antzoateguy). En outre, le nouveau parti créé par Chávez se consolide dans son propre camp : il reprend les Etats gouvernés par Podemos (Sucre, Aragua), parti ayant rejoint l'opposition en 2007, ainsi que ceux gouvernés par des « dissidents » récemment expulsés du parti tels Guárico, Trujillo et Yaracuy. Le camp chaviste renforce donc également son assise régionale, tout en remportant une victoire indéniable au niveau municipal : plus de 80% des mairies ont été remportées par le Psuv. Il conserve notamment Libertador à Caracas, municipalité la plus peuplée du pays (2 millions d'habitants) et la plus emblématique puisqu'elle compte sur son territoire les sièges de l'ensemble des pouvoirs reconnus par la Constitution vénézuélienne, dont celui de l'exécutif avec le palais de Miraflores.

Pour le Venezuela, il s'agit d'une situation d'autant plus inédite que ces élections ont été unanimement reconnues comme une « victoire de la démocratie », le taux d'abstention ayant atteint son plus bas niveau historique pour ce type d'élection (34,5% d'abstention, contre 54,9% aux élections régionales de 1989, 50,7% en 1992, 53,8% en 1995, 47,6 % en 1998, 47,6% en 2000 et près de 55% aux dernières élections régionales de 2004). Avec les résultats du 23 novembre, c'est donc un nouveau paysage politique qui se dessine, mais qui laisse aussi entrevoir d'importants défis pour les deux camps.

Si l'opposition se renforce, celle-ci est plus divisée que jamais. Dix ans après l'arrivée de Chávez au pouvoir et la création de nouveaux partis tentant de rassembler les forces d'opposition (Un Nuevo Tiempo, Primero Justicia), des partis moribonds et impliqués dans la tentative de coup d'Etat contre Chávez en 2002 ressurgissent (AD, COPEI, Proyecto Venezuela) autour de figures du passé, tels Antonio Ledezma pour le district métropolitain (ex-AD), Cesar Perez Vivas à Tachira (Copei) ou encore Morel Rodriguez à Nueva Esparta (AD). Alors qu'au moins trois partis peuvent revendiquer une part déterminante dans les victoires aux régionales (AD, UNT, PJ), leur incapacité à s'unir est également responsable de l'important revers subi sur le terrain municipal : alors qu'en 2004 l'opposition avait remporté 85 mairies, le chiffre se réduit en 2008 à 57. La guerre intestine entre PJ et UNT a également empêché des victoires dans trois Etats (Bolivar, Barinas et Guarico). Le leadership au sein de l'opposition reste donc fragmenté et dispersé, nul ne possédant une stature nationale et une capacité de mobilisation comparables à celles du Président vénézuélien. Dans le scénario plus que probable d'une mobilisation des partisans de Chávez en faveur d'un amendement constitutionnel lui permettant de se représenter en 2012, l'opposition, dont l'électorat s'est jusqu'ici caractérisé par sa constance mais aussi sa stagnation, ne semble actuellement pas en mesure de remporter une victoire nationale.

Le destin politique du camp chaviste n'en est pas pour autant assuré. La victoire remportée par le Psuv est quantitative et non qualitative. La perte de régions stratégiques telle la capitale ou les Etats de Miranda et Carabobo aura comme conséquence immédiate l'administration par les gouverneurs d'opposition de ressources budgétaires importantes comprenant non seulement les impôts régionaux, mais aussi, en vertu de la Constitution vénézuélienne, une importante fraction des recettes fiscales de l'Etat central (20%), celles-ci étant réparties à 70% en fonction de la population des Etats régionaux. L'opposition peut donc désormais faire de ses nouveaux fiefs un tremplin pour de futures victoires électorales, et ce d'autant plus facilement que la gestion antérieure chaviste a souvent été défailante. L'emploi, les transports urbains, la collecte des ordures et l'insécurité sont autant de questions auxquels les nouveaux élus du Psuv devront s'atteler s'ils veulent reconquérir le terrain perdu lors de ces élections. Les résultats du 23 novembre constituent en effet un signal d'alarme pour le Psuv. Si sa masse électorale s'est renforcée, elle n'a pas atteint le niveau historique de l'élection présidentielle de 2006 (7,2 millions de voix pour Chávez) et n'a rien d'un acquis. Conséquence de la lassitude face à des gestions locales inefficaces et qui n'ont pas suffisamment lutté contre la corruption, l'abstention constitue une sanction qui doit amener les dirigeants chavistes à revoir leurs pratiques. Le projet de démocratie « participative et protagonique » proposé il y a dix ans par Hugo Chávez continue incontestablement à remporter les suffrages de la grande majorité de la population vénézuélienne. L'enjeu porte désormais sur sa mise en œuvre.

Des pays aux urnes : Les élections municipales plongent le Nicaragua dans une crise politique majeure

Maya Collombon

3,8 millions de Nicaraguayens âgés d'au moins 16 ans ont voté dimanche 9 novembre 2008 pour les élections municipales au Nicaragua. Les résultats officiels diffusés par le Conseil Suprême Electoral (CSE) après dépouillement des bulletins des bureaux de vote créditaient le FSLN²⁹ de 48,24% des suffrages nationaux et lui donnaient la victoire dans 105 des 146 municipalités en jeu, soit 18 nouvelles villes, 11 des 17 chefs-lieux départementaux, dont la capitale, Managua, et la seconde ville du pays, León. Le PLC³⁰ n'a obtenu la majorité que dans 41 municipalités dont seulement trois chefs-lieux départementaux. Alors que le président Daniel Ortega (FSLN) entérinait ces résultats, ils étaient mis en cause par l'opposition provoquant deux semaines de confrontations urbaines, parfois violentes (deux morts et une dizaine de blessés), qui ont enflammé et plongé le pays dans une crise politique majeure.

Des élections sans contrôle international

Avant même que ne se produisent les violences post-électorales, le gouvernement avait alimenté les suspicions en renonçant, avant les élections, aux observateurs internationaux de l'Union européenne, de l'Organisation des Etats Américains et du Centre Carter, alors même que ces derniers avaient cautionné la victoire du FSLN à la présidentielle en 2006. Les observateurs d'institutions internationales ont notamment été substitués par des présidents et magistrats d'administrations électorales d'Amérique centrale et des Caraïbes. Ces derniers étaient considérés avant même l'élection comme non fiables par l'opposition. Les ONG, dont la célèbre ONG nicaraguayenne Etica y Transparencia (EyT)³¹ ont elles aussi été écartées. Quelque temps auparavant, cette même ONG avait déploré un certain nombre de retards et de difficultés pour l'obtention de la carte électorale.

Par ailleurs, la communauté internationale avait dénoncé au printemps dernier la suppression par le Conseil Suprême Electoral de la personnalité juridique de deux partis, dont le Mouvement de rénovation sandiniste (MRS), regroupant les dissidents du FSLN.

Managua, la bataille principale

La capitale concentrait les principaux enjeux de ces élections municipales. Cinq candidats étaient en compétition pour briguer le poste de maire de Managua: Eduardo Montealegre (PLC), Alexis Argüello (FSLN), Manuel Garcia Fuentes (PRN³²), Efraín Payan Leiva (ALN³³) et Elisabeth Cano Gutierrez (AC³⁴). Selon les sondages pré-électorales³⁵, la bataille devait se jouer entre les candidats du PLC et du FSLN, avec un avantage pour les libéraux. Les résultats finaux du scrutin de Managua ont pourtant donné la victoire à Alexis Argüello.

²⁹ Front Sandiniste de Libération nationale, parti au pouvoir du président Daniel Ortega (gauche révolutionnaire)

³⁰ Partido liberal constitucionalista (droite libérale)

³¹ Etica y Transparencia (EyT), site Internet: <http://www.eyt.org.ni/index.htm>

³² Partido de renovacion nacional

³³ Alianza liberal nacional

³⁴ Alternativa por el Cambio

³⁵ Article de presse: "La pelea esta entre Montealegre y Argüello sostiene experto en análisis de opinión pública", Arlen Cerda, La Prensa, 16 septembre 2008

Managua	PLC	FSLN	PRN	ALN	AC
Nombres de votes					
Maire/maire adjoint	202 752	223 389	2 065	4 302	2 737
Conseillers municipaux	185 343	231 679	2 004	3 002	2 036

Source: Conseil Suprême électoral, Nicaragua, www.cse.gob.ni

Le candidat sandiniste à la mairie de Managua, l'ex-champion du monde de boxe Alexis Argüello, obtient 51,30% des voix contre 46,45% pour le candidat du PLC, le libéral Eduardo Montealegre, principal adversaire de Daniel Ortega à l'élection présidentielle de 2006. Mais, criant à la manipulation frauduleuse, Montealegre inverse les résultats du CSE, s'attribuant 51% et rabaissant à 46% le score d'Argüello. Dès lors, chacun des deux candidats ayant crié victoire, la rue s'envenime et leurs sympathisants échangent des jets de pierres, coups de bâtons et armes à feu. Peu après, les médias font d'ores et déjà état d'une dizaine de blessés et de deux morts dans la capitale.

Opposition, presse, église et communauté internationale s'accordent sur la fraude

Le candidat malheureux à la mairie de Managua, Eduardo Montealegre, prétend qu'au-delà de Managua, le reste du pays aurait aussi été soumis à une gigantesque fraude électorale. Son parti qualifie même le scrutin de "chronique d'une fraude annoncée". En fait, assez rapidement la contestation des résultats dépasse le camp des partisans du PLC. Selon l'ONG EyT, des "incidents et irrégularités" se seraient produits dans 32% des bureaux de vote, parfois fermés avant l'heure officielle malgré les files d'électeurs, et les élections du 9 novembre auraient été "les moins transparentes et celles marquées par le plus grand nombre d'actes d'intimidation depuis 1996".

Les deux principaux quotidiens du pays, *La Prensa* et *El Nuevo Diario*, dénonçaient une fraude dès l'annonce des résultats. Le 1^{er} Décembre, *La Prensa* annonçait la découverte de bulletins de vote marqués PLC dans une décharge proche de León, accréditant ainsi la piste de la fraude.

La conférence épiscopale de Managua a, pour sa part, réagi en envoyant un message officiel d'indignation. L'archevêque de Managua, Mgr. Leopoldo Brenes, pria le CSE de dissiper les doutes sur la transparence des élections, avertissant que "des gens se sent[ai]ent frustrés".

Enfin, hors du pays, la communauté internationale s'est jointe aux voix de l'opposition pour regretter le manque de transparence du scrutin. Robert A. Wood, porte-parole du Département d'Etat américain, déplorait que les actions du Conseil Suprême Electoral, s'ajoutant à des actes "d'intimidation, de violence et de harcèlement de membres de partis de l'opposition et de représentants d'organisations non gouvernementales ont créé des conditions qui ne conduisaient pas à des élections libres et justes". La présidence du Conseil de l'Union européenne a quant à elle appelé, dans un communiqué officiel daté du 12 novembre, à un effort de transparence. Elle a déploré la non accréditation d'observateurs indépendants, nationaux et internationaux et a exhorté les autorités nicaraguayennes à faire un effort de transparence. De la même façon, l'ONU et l'Organisation des Etats Américains (OEA) ont fait part de leurs inquiétudes sur le manque de "transparence" de ces élections, tout en condamnant les violences qui ont suivi.

Demande d'annulation et validation de la victoire sandiniste

Dans ce contexte de pression nationale et internationale, le représentant légal du PLC, Wilfredo Navarro, a rapidement déposé auprès du Conseil Suprême Electoral (CSE) un recours de révision afin d'obtenir le recompte des votes et une vérification des rapports des bureaux de vote. Le jeudi suivant, après une longue journée de recompte des actes des bureaux de vote de la capitale, le président du CSE, Roberto Rivas, proclamait la victoire officielle du candidat sandiniste, Alexis Argüello. Face à la confirmation de ces résultats et ne souhaitant pas abandonner la bataille juridique, le PLC a déposé un autre recours devant l'Assemblée nationale où l'opposition est majoritaire. Le président de l'Assemblée, le sandiniste René Nunez, écartait la

recevabilité du recours : "Je veux qu'il soit clairement établi que l'Assemblée nationale n'a pas capacité à connaître, et encore moins à décider, en matière électorale".

Au-delà de la bataille électorale, les résultats de cette élection ont révélé l'état de la relation entre les Nicaraguayens et leur gouvernement. D'une certaine manière, il s'agissait d'un référendum caché sur la politique menée par le Président sandiniste depuis son élection en 2006. Or, les disputes et les violences qui ont suivi l'annonce des résultats traduisent non seulement la division du pays mais aussi la fin du pacte³⁶ qui a permis de consolider la domination des deux principaux partis. Le PLC voit sa force d'influence reculer dans la plupart des institutions du pays et le parti sandiniste verrouiller la majorité des entrées qui lui étaient réservées dans le cadre de ce pacte. De fait, le PLC n'a plus rien à perdre en termes de négociation et peut entrer en conflit ouvert et violent avec un FSLN de plus en plus puissant. Du coup, jamais, depuis le dépôt des armes et la victoire de Violeta Chamorro en 1990, la tension entre les deux camps n'avait été aussi forte. Avec le retour de la violence urbaine, les municipales de 2008 marquent donc le retour des vieilles rancoeurs et le début d'une nouvelle ère d'instabilité politique dans le pays.

³⁶ Sous la présidence d'Enrique Bolaños (2001-2006), les deux principaux partis du pays, le PLC et le FSLN, ont signé un pacte secret prévoyant un partage des postes clés de toutes les institutions du pays. Ce pacte fut signé entre Daniel Ortega et Arnoldo Aleman, véritable leader de l'ombre du PLC, qui a participé à la victoire de Daniel Ortega lors des dernières élections en favorisant une élection dès le premier tour à partir de 35% des suffrages.

Des pays aux urnes : Le processus constitutionnel en Equateur

Marie-Esther Lacuisse

Les Equatoriens ont été appelés aux urnes le 28 septembre 2008 afin de se prononcer sur un projet de nouvelle Constitution, préparé par une Assemblée constituante qui s'est réunie à Monte Christi entre novembre 2007 et juillet 2008. Le vote massif en faveur du nouveau texte constitutionnel, avec 64% des suffrages (une seule province – le Napo – a rejeté le texte), est venu clore le premier cycle d'un changement politique initié en avril 2005 par le mouvement citoyen qui a contraint le président Lucio Gutierrez à la démission. Le mot d'ordre des manifestants (*forajidos*) était alors « *que se vayan todos* » (« *qu'ils s'en aillent tous* ») et l'appel à une Assemblée constituante pour rétablir l'équilibre entre les pouvoirs. Rafael Correa, actuel président de la République, était à la tête de ce mouvement social qui l'a fait émerger sur la scène politique.

Le scrutin du 28 septembre se voulait le symbole du retour à une vie démocratique stable après dix ans d'instabilité politique (1996-2006) où trois Présidents ont été limogés (Bucaram en 1996, Mahuad en 2000 et Gutiérrez en 2005). Le processus a débuté avec l'élection de Rafael Correa à la présidence de la République le 26 novembre 2006. Sans cette victoire, R. Correa et son mouvement politique, Alianza Pais, avaient de grandes chances de disparaître de la scène politique. Alianza Pais n'avait présenté aucun candidat aux élections législatives, afin d'affirmer la position anti-système du mouvement politique. L'idée était d'accorder la ligne de conduite du mouvement avec les idées défendues, parmi lesquelles la dénonciation du fonctionnement pervers du pouvoir législatif. L'autre objectif du mouvement était de porter le coup de grâce à une élite politique en crise, installée depuis le retour de la démocratie en 1979.

Rafael Correa a choisi une voix d'action assez radicale largement soutenue par la population lors des différents scrutins qui se sont déroulés entre son élection et l'approbation de la Constitution. A l'intérieur du mouvement, renommé Acuerdo Pais, quelques oppositions se font toutefois entendre³⁷ et le retard dans la rédaction des lois fait que les élections générales prévues initialement en février 2009 ont du être reportées à avril. L'appui citoyen gagné par R. Correa depuis le début de son mandat va-t-il perdurer jusqu'aux élections générales ?

Comme il a été mentionné, Rafael Correa a employé les grands moyens pour que son projet politique soit approuvé. Il n'a pas hésité à enfreindre les règles du jeu institutionnel pour imposer son agenda au Congrès malgré une absence de représentation. Ainsi, en mars 2007, réussit-il grâce au Tribunal Suprême Electoral à faire approuver la tenue du scrutin pour la mise en place d'une Assemblée constituante³⁸. Il ne faisait que s'inscrire dans la continuité des pratiques politiques en Equateur, où le pouvoir exécutif souvent minoritaire a recours aux instances juridiques pour appuyer son pouvoir. A la différence des gouvernements antérieurs, cette pratique n'a cette fois pas déclenché de fortes manifestations contre le Président. Le processus engagé par le Président répondait à une demande de la population, et s'est traduit dans les urnes par un réel plébiscite en faveur de la mise en place de l'Assemblée constituante

³⁷ Au sein d'*Acuerdo Pais*, il y a deux courants d'idées dont les discordances se sont accentuées depuis juillet 2008, notamment avec la démission d'Alberto Acosta de la présidence de l'assemblée constituante. La raison donnée était le timing serré accordé par R. Correa pour finaliser le texte, mais deux courants d'idées commencent à s'affronter, l'un incarné par la politique socio économique de Correa, l'autre par les principes environnementalistes défendus par Acosta.

³⁸ www.opalc.org, analyse de conjoncture, Equateur, Explosion des luttes de pouvoir, mars 2007.

le 15 avril 2007 avec plus de 81% des suffrages favorables. Cette victoire a ensuite été confirmée lors de l'élection des représentants pour l'Assemblée constituante le 30 septembre 2007, où le mouvement a gagné une majorité absolue.

Ce fait est historique pour deux raisons. D'une part, seul un Président avait jusque là obtenu une majorité législative et, d'autre part, ce scrutin est le premier où le clivage politique a été réduit entre les provinces de la côte et de la sierra. Représentant avant tout des revendications de la sierra, le projet de R. Correa a gagné un appui conséquent sur la côte, confirmé lors du scrutin du 28 septembre, hormis à Guayaquil. La capitale économique du pays n'a cependant rejeté le texte qu'à une faible majorité de 51%. Les partis politiques traditionnels (PSP, ID, PRE) ont quant à eux quasiment disparu de la scène politique, et les partis de tendance populiste nés dans les années 90 (PSP de L. Gutierrez ; PRIAN de A. Noboa) sont en fort recul.

La nouvelle Constitution se base sur trois objectifs majeurs : rétablir l'équilibre des pouvoirs avec la création notamment d'un cinquième pouvoir, le Conseil de la participation citoyenne et du contrôle social ; la construction d'un Etat Plurinational ; et l'affirmation de la domination du secteur public sur le privé, après deux décennies de politique néolibérale.

Bien avant l'approbation du nouveau texte, R. Correa avait commencé à mettre en œuvre sa politique de changement grâce à des actions « chocs » fortement critiquées par la presse mais bénéficiant d'un certain degré d'appui de la population. En février 2008, il ordonne par le biais de la Cour supérieure de justice l'arrestation de l'ex gérant de Filabanco, dont les malversations financières s'étaient retrouvées au cœur des enjeux de la crise économique de 2000 qui a conduit, sous l'autorité du président J. Mahuad, à la dollarisation du pays. Comme il a été mentionné, R. Correa n'a pas choisi la voix de la négociation que ce soit avec les élites économiques, les partis traditionnels ou le mouvement politique indigène « pachakutik ». Ce dernier est d'ailleurs la seule organisation politique qui a manifesté son opposition durant la phase de rédaction du projet de Constitution. Le Président est également entré en conflit avec la presse. Ces conflits ont certainement fait perdre des voix à la nouvelle Constitution, mais les décisions du Président étaient d'une certaine manière attendues et souhaitées.

La nouvelle Constitution approuvée, c'est sur les actions à venir que le Président va devoir montrer ses capacités à diriger la réforme institutionnelle mais aussi à mettre en œuvre les politiques publiques annoncées. Certes, le Président a commencé la renégociation de contrats avec les entreprises pétrolières et a mis en place un dispositif d'aide publique pour certaines catégories sociales vulnérables comme les petits agriculteurs. Mais ce qui importe avant tout à son électorat, c'est le retour à des pratiques politiques qui soient en adéquation avec la norme, si longtemps détournée, notamment dans les domaines juridique et électoral. La nouvelle loi électorale, dont l'élaboration a pris du retard, ne pourra cependant pas être appliquée pour les élections en 2009.

L'autre point sur lequel le Président est attendu est sa capacité à maintenir deux lignes de conduite entre politique nationale et internationale³⁹. L'équateur a besoin de trouver de nouveaux appuis internationaux, notamment en termes de politique énergétique, et c'est la raison pour laquelle le pays a développé une alliance étroite avec le Venezuela. Toutefois, en termes de réorganisation des pouvoirs, de politique territoriale et de structuration des politiques publiques, les objectifs initiaux sont distincts et la population attend une politique nationale indépendante.

³⁹ www.opalc.org, Analyse de conjoncture, Equateur.

deuxième partie :
L'Amérique latine en perspectives

Politiques publiques
Intégration Régionale

Politiques publiques

Marie-Esther Lacuisse, Pierre-Louis Mayaux

L'année 2008, à quelques encablures du « virage à gauche » de la région et en l'absence d'échéance électorale majeure, s'annonçait propice à une évaluation de l'orientation prise par les gouvernements de la région dans la mise en œuvre des politiques publiques. Le lien entre *politics* et *policies* méritait d'autant plus d'être examiné que la plupart des observateurs s'étaient accordés à reconnaître, dans les victoires répétées des partis de gauche et de centre-gauche entre 2002 et 2007, le signe du discrédit frappant le modèle de développement d'inspiration néolibérale. Au regard de ces attentes de rupture (réelles ou supposées), quatre observations s'imposent concernant les types et l'orientation du changement, l'influence des organismes internationaux et l'intensité du conflit social face aux politiques publiques mises en place par ces gouvernements.

Virage à gauche, changement incrémental dans les politiques publiques

Les principaux dirigeants de gauche arrivés au pouvoir depuis six ans ont revendiqué à des degrés divers l'élaboration d'agendas nationaux prenant leur distance avec les préceptes issus du consensus de Washington. Pourtant, les rhétoriques de changement se sont incarnées de manière assez limitée dans la formulation des politiques publiques. C'est davantage un changement très incrémental qui semble primer dans trois domaines essentiels : les objectifs macro-économiques, les politiques fiscales et les politiques sociales. De ce point de vue, l'accession des gouvernements de gauche au pouvoir ne peut nullement s'interpréter comme une *critical juncture*.

Pour ce qui concerne les objectifs affichés, la gauche latino-américaine s'est donnée pour priorité la croissance et la création d'emplois, acceptant généralement la mise en œuvre de politiques financières rigoureuses, dans la lignée des gouvernements précédents. Ces objectifs sont également partagés avec les gouvernements qui poursuivent une politique néo libérale comme le Pérou.

De la même façon, dans un contexte d'augmentation rapide des inégalités, les politiques fiscales des Etats de la région conservent une très faible portée redistributive. Quel que soit le montant des recettes fiscales rapporté au PIB, (qui peut varier considérablement : de 35% au Brésil pour seulement 15% au Mexique), la faiblesse de la fiscalité directe et les exemptions massives dont bénéficient certaines catégories aisées (et bien souvent les multinationales) ne permettent pas de réduire les disparités.

Dans le domaine des politiques sociales, bien que les nouveaux gouvernements aient sensiblement augmenté leurs dépenses sociales, ces dernières s'inscrivent généralement dans la continuité des dispositifs antérieurs, conçus selon une logique de « ciblage » qui fonde sa légitimité sur la distinction entre pauvres et très pauvres. Les multiples dispositifs de transfert sous condition de ressources mis en place, tel le plan *Bolsa familia* au Brésil (inspiré du plan *Bolsa Escola* du gouvernement Cardoso), le programme *Oportunidades* au Mexique ou le programme *Juntos* au Pérou, perpétuent la logique de politiques assistantielles qui n'entament pas les mécanismes de production des inégalités dans le domaine de l'emploi ou de l'éducation.

De ce point de vue, les politiques publiques latino-américaines semblent donc poursuivre leur trajectoire de « normalisation », avec un niveau de routinisation des programmes qui tend à dissocier de plus en plus les politiques publiques des enjeux « constitutifs » liés à la construction de l'Etat. Les pays andins, Bolivie et Equateur en tête,

constituent cependant une exception importante : dans ces deux pays, les politiques publiques ne peuvent s'analyser indépendamment des efforts de construction d'un Etat plurinational.

L'amorce de trajectoires divergentes

Si, comme on l'a dit, le changement à l'œuvre apparaît surtout de nature incrémentale, il convient de ne pas le sous-estimer dans la mesure où il semble s'amorcer dans des directions différentes selon les pays. Deux domaines clefs illustrent cette hétérogénéité persistante, voire grandissante : l'évolution de la frontière public-privé et l'organisation territoriale de la production des politiques publiques.

Certains pays amorcent un retour du secteur public dans l'économie productive, tandis que d'autres poursuivent leur trajectoire le long d'un sentier les menant à la consolidation d'un « capitalisme régulateur ». Le Chili ne manifeste ainsi aucune intention de revenir sur les privatisations massives entreprises dans les secteurs aussi divers que les télécommunications, la santé et l'éducation. La Bolivie, au contraire, suivant la voie du Venezuela, a déjà amorcé un retour du secteur public dans certains domaines (hydrocarbures, eau, retraites).

De la même façon, certains Etats s'attachent à encadrer plus strictement l'action des pouvoirs locaux, tandis que d'autres s'efforcent de lui donner davantage d'envergure. Si la plupart des pays ont mis en œuvre des programmes de décentralisation dans les années 1990, ils apparaissent divisés sur la suite à donner au processus, et les degrés de déconcentration administrative sont très hétérogènes. Dans le même temps, le Venezuela est entré dans un processus de re-centralisation, tandis que le gouvernement fédéral brésilien a décidé d'encadrer plus fermement les pratiques budgétaires des échelons décentralisés.

Les acteurs internationaux, une capacité d'influence en déclin ?

Les réformes menées à partir des années 1980 se sont caractérisées par une intense participation des acteurs internationaux : institutions financières internationales, agences de développement bilatérales, Etats-Unis, Union Européenne. Les organisations internationales ont influé considérablement sur la fixation des agendas nationaux, et pas simplement en matière de politiques économiques. Des domaines aussi divers que les droits des minorités, les questions environnementales et la lutte anti-drogue sont particulièrement concernés. Cependant, l'année 2008 a montré que certains gouvernements sont entrés dans un processus de re-nationalisation de certaines politiques, dont l'exemple emblématique est le processus en cours de nationalisation de la politique de lutte contre les drogues en Bolivie.

La perspective d'analyse top down où l'agenda international domine les priorités nationales semble également en déclin lorsque l'on observe que certains acteurs clefs tels que le FMI et la Banque Mondiale ont perdu une part de leur prééminence. Les Etats de la région ont en effet considérablement diminué leur dépendance financière à l'égard des crédits des banques multilatérales. La création de la Bancosur est censée donner une marge de jeu supplémentaire aux Etats face aux marchés internationaux du crédit.

Une conflictualité sociale persistante

Une dernière caractéristique transversale des politiques publiques en Amérique Latine est leur confrontation à des mobilisations sociales qui continuent à démontrer une importante capacité de pression sur le processus politique. Cette sensibilité sociale est actuellement particulièrement visible dans le domaine agricole. La réforme agricole s'est introduite cette année au cœur du conflit entre le gouvernement et les préfets régionaux en Bolivie, et le sujet commence à provoquer des tensions en Equateur. Différemment, l'absence de mesure prise dans ce domaine a également déclenché d'importants conflits sociaux au Pérou et dans l'Etat du Cauca en Colombie. En Argentine, la redéfinition des taxes sur les produits agricoles d'exportation au printemps dernier a déclenché une confrontation sans précédent avec les producteurs céréaliers. L'année 2008 a montré que l'amorce de réformes de type redistributif peut engendrer un processus de mobilisations d'ampleur tout aussi importante que celles de

type néo libéral. Face à la crise financière, ces mobilisations risquent de s'amplifier en 2009 et de limiter la marge de manœuvre des gouvernements.

Intégration régionale

Olivier Dabène

L'année 2008 est venue ajouter des éléments de complexité à un panorama de l'intégration régionale latino-américaine déjà singulièrement confus.

Les accords régionaux « historiques », la Communauté andine (CAN), la Communauté caribéenne (CARICOM), le Système d'intégration centraméricaine (SICA) et le plus récent Marché commun du sud (MERCOSUR), sont concurrencés à la fois par l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), par les accords bilatéraux avec les Etats-Unis (TLC) et par les projets englobants tels l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), la future intégration Amérique latine Caraïbes ou encore le processus des sommets des Amériques. Même l'Union européenne, jusqu'alors ferme soutien des accords « historiques » dans ses négociations interrégionales, a renoncé en 2008 à contraindre les pays andins à préserver leur unité. Ceux-ci sont, il est vrai, profondément divisés, à l'image de la Colombie et de l'Equateur n'entretenant même plus de relations diplomatiques depuis l'incident frontalier de mars 2008. Pour autant, les processus en cours survivent, comme ils ont survécu aux nombreuses crises qu'ils ont traversées depuis une quarantaine d'années.

La complexité croissante du panorama du régionalisme en Amérique latine vient de l'incapacité des acteurs à apporter des réponses claires aux trois questions principales susceptibles de donner sens aux processus d'intégration régionale.

Quel type/niveau d'intégration ?

L'arrivée massive de la gauche au pouvoir depuis le début des années 2000 a provoqué une remise en question du « régionalisme ouvert », un modèle d'intégration associé à la vague néolibérale des années 90.⁴⁰ Toutefois, sans doute parce que la gauche latino-américaine est plurielle, différentes conceptions de l'intégration sont à présent en concurrence.

Les processus d'intégration se différencient en fonction de quatre variables :

- **Les thèmes placés sur l'agenda.** Depuis 2006, sur des agendas déjà surchargés sont venus s'ajouter de nouveaux thèmes, comme l'énergie (Petrocaribe⁴¹), les infrastructures (IIRSA⁴²), la défense (projet de conseil de défense sud-américain⁴³) ou la finance (Bancosur), qui sont souvent traités en dehors des accords historiques.

Les accords de type TLC dérogent à la règle de la croissance exponentielle des agendas d'intégration, en se centrant sur les thèmes classiques (facilitations du commerce, désarmement tarifaire, etc.) ou nouveaux (propriété intellectuelle, marchés publics, etc.) du commerce international. En Amérique centrale et dans les Andes, les thèmes sociaux ont fait l'objet de nombreuses normes communes.

- **Le degré d'institutionnalisation.** Là encore si l'on excepte l'expérience de l'ALENA et des TLC, les accords historiques d'intégration ont connu une création institutionnelle effrénée, sans approfondissement parallèle du niveau d'intégration, mesuré en termes politique (décision supranationale) et budgétaire. Le Mercosur, qui a démarré dans les années 90 avec un certain dépouillement institutionnel, n'a pas échappé à la règle.

- **Les acteurs impliqués.** La plupart des processus d'intégration en Amérique latine sont pilotés « par le haut », à un niveau strictement intergouvernemental. Toutefois, dans certaines régions comme l'Amérique centrale ou la Caraïbe, les sociétés civiles sont très actives qui font progresser l'intégration « par le bas » de façon spontanée. Partout, mais à des degrés divers, les

⁴⁰ http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=33&Itemid=31

⁴¹ <http://www.alternativabolivariana.org/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=1961>

⁴² http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=604&Itemid=48

⁴³ http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=605&Itemid=31

sociétés civiles ont conquis des espaces d'expression et de participation au sein des institutions régionales.

- **Les projets mis en œuvre.** Gouvernements et sociétés civiles font preuve d'une ambition variable. L'intégration « négative » attachée à l'élimination des obstacles aux échanges domine en Amérique latine, mais quelques expériences d'intégration « positive » avec la mise en œuvre de politiques communes, sont en cours. Le MERCOSUR, par exemple, a inauguré un Fonds de convergence structurelle (FOCEM)⁴⁴ qui doit lui permettre d'acquérir une dimension redistributive. L'objectif affiché consiste à lutter contre les asymétries de développement régional dans la zone.

Au total, les processus latino-américains d'intégration combinent des conceptions et des pratiques héritées de diverses étapes de leur histoire, qui les font se mouvoir sur un axe allant d'une intégration « light » centrée sur le libre-échange, peu institutionnalisée et mise en œuvre au niveau intergouvernemental, à une intégration « profonde » où une pluralité d'acteurs concourt à l'élaboration de politiques communes mises en œuvre par des institutions à caractère supranational.

Quel rythme d'intégration ?

Les accords historiques d'intégration ont toujours fonctionné selon une logique d'engagements collectifs et uniformes, à l'exception toutefois de l'étalement différencié des programmes de libération commerciale, conçue pour avantager les pays de moindre développement. Le « Régime d'adéquation finale à l'union douanière » du Mercosur en 1994, qui favorise l'Uruguay et le Paraguay, en est un exemple.⁴⁵

La flexibilité s'est depuis généralisée. L'Amérique centrale est passée à la géométrie variable et au multi-rythme dès le Protocole de Guatemala de 1993 qui invite les pays de la région à « atteindre de façon volontaire, graduelle, complémentaire et flexible l'Union économique » (Art.1), ajoutant que « tous ou quelques membres pourront progresser à la vitesse qu'ils choisissent » (Art.6).⁴⁶ Au niveau continental, afin de sauver la négociation de la ZLEA, la réunion ministérielle de Miami de 2003 reconnaissait que « les pays peuvent assumer différents niveaux d'engagement » (Art.7).⁴⁷ Enfin en 2008, l'Union européenne, qui jusque là avait toujours soutenu la méthode de l'accord unique dans ses négociations avec ses partenaires (Mercosur, Amérique centrale, Andes), a franchi le pas de la flexibilité lors du sommet Euro latino-américain de Lima en annonçant vouloir « faire preuve de souplesse » avec la CAN.⁴⁸

Quelle échelle d'intégration ?

La question de la compatibilité entre différents niveaux d'intégration a pris en 2008 une acuité particulière.

Rappelons quelques dates. Le 25 août 2008, le Honduras adhère à l'ALBA, alors que ce pays est membre du SICA et signataire de l'accord de libre-échange Amérique centrale / Etats-Unis. Auparavant, le 23 mai 2008, était signé à Brasilia le traité constitutif de l'UNASUR. Puis le 23 juillet 2008, le Président brésilien Lula, toujours très actif en matière d'intégration, annonçait la convocation d'un sommet Amérique latine/Caraïbes (ALC), afin de « commencer à construire la véritable union latino-américaine ». Le 6 octobre se réunissaient à Rio les ministres des affaires étrangères de 33 pays d'ALC pour préparer le sommet de Bahia des 16 et 17 décembre sur l'intégration et le développement.

Il est loisible d'évoquer, pour caractériser cette situation, l'apparition d'un vaste dispositif de gouvernance continentale multi-niveau de type 2⁴⁹ avec une prolifération d'instances de régulation aux compétences limitées. Il n'en demeure pas moins un véritable problème de

⁴⁴ http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=16&Itemid=32

⁴⁵ MERCOSUR CMC/DEC N°5/94 (<http://200.40.51.219/msweb/principal/contenido.asp>)

⁴⁶ <http://www.sica.int/busqueda/Centro%20de%20Documentación.aspx?IDitem=442&IdCat=8&IdEnt=401>

⁴⁷ http://www.ftaa-alca.org/Ministerials/Miami/miami_s.asp

⁴⁸ http://www.delhti.ec.europa.eu/fr/pdf/declaration_lima_FR.pdf

⁴⁹ Garry Marks, Liesbet Hooghe, "Contrasting visions of multi-level governance", dans *Multi-level governance*, Ian Bache, Matthew Flinders (ed.), Oxford university press, 2004.

cohérence, traduisant en dernière instance une caractéristique forte des sommets présidentiels qui sont à l'origine de l'inflation des agendas et de la création institutionnelle.

Rituels incantatoires, les sommets procèdent par fuite en avant, faute de pouvoir s'accorder sur un projet précis, reposant sur une conception partagée de l'intérêt commun. La géométrie variable aggrave la difficulté à produire des biens publics régionaux.

Obstacle structurel à l'intégration qui, par isomorphisme, est le reflet de sociétés nationales profondément inégalitaires, l'impossible construction de l'intérêt général n'est pas seulement redevable des différends politiques actuels.

troisième partie :
L'actualité de la recherche

Thèse
Processus et acteurs latino-américains de la participation politique

L'accord d'association Union européenne – Chili et la spécificité chilienne dans le contexte latino-américain

Thèse de doctorat de Luis Maia soutenue le 18 décembre 2008 en Sorbonne

Résumé⁵⁰

Le Chili et l'Union européenne (UE) ont signé en 2002 un Accord d'association (AA) ambitieux et innovateur basé sur trois piliers: politique, commercial et de coopération. Pourquoi l'UE a-t-elle signé un accord si ambitieux avec un pays de 15 millions d'habitants comme le Chili? Cet accord n'est-il pas en contradiction avec la politique de l'UE d'appui à l'intégration régionale? La « spécificité chilienne », liée à de bonnes performances économiques, à une compétitivité externe élevée et à des niveaux de corruption bas, a conforté la décision prise par l'UE de signer l'AA avec le Chili. Par ailleurs, pendant les années 1990 un contexte favorable s'est développé au sein de l'UE et au Chili qui a favorisé leur rapprochement. L'UE était aussi convaincue que le Chili deviendrait membre à part entière du Mercosur et pour cette raison décide d'entamer des négociations pour la réalisation des AA avec le Chili et le Mercosur en parallèle. Avec cette stratégie elle voulait renforcer ses relations avec le Chili en vue d'une possible association et promouvoir l'intégration régionale en créant des liens entre les deux processus en vue d'une intégration du Chili dans le Mercosur. Quand en juin 2000 le Chili a informé la partie européenne qu'il ne deviendrait pas membre à part entière du Mercosur, la nouvelle équipe dirigeante des négociateurs de la Commission européenne a accepté cette position. Les négociations avec le Mercosur étant de fait bloquées et l'adhésion pleine du Chili au Mercosur n'étant plus à l'ordre du jour, l'UE a essayé par cet accord de renforcer sa présence politique et commerciale dans un pays qu'elle percevait comme un facteur de stabilité régionale et comme « modèle ».

⁵⁰ L'intégralité de la thèse est en ligne sur le site OPALC
(http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=537&Itemid=32)

Processus et acteurs latino-américains de la participation politique

Camille Goirand

Financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et par l'Institut de recherches pour le développement (IRD) pour les années 2008-2011, ce projet s'appuie sur deux centres de recherche en France, le CERAPS (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales - université Lille 2) et Triangle (Ecole normale supérieure de Lyon), ainsi que sur quatre équipes partenaires en Amérique latine, situées au Mexique (CIESAS - Centro de Investigaciones y estudios superiores en antropología social ; UAM - Universidad Autónoma Metropolitana) et au Brésil (Unicamp - Universidade de Campinas ; UFS - Université Fédérale du Sergipe).

Cette recherche, qui associe les outils conceptuels des politiques publiques et ceux de la sociologie politique, se propose d'analyser, à partir d'une perspective locale, comment les dispositifs de participation et de consultation contribuent à changer les logiques du pouvoir local ; en quoi ils peuvent lancer des dynamiques de reconfiguration partisanes et ouvrir des espaces nouveaux pour l'action politique ; dans quelle mesure les différentes pratiques de participation peuvent être complémentaires ; enfin, comment ces espaces sont investis par des acteurs politiques diversifiés. La priorité est donnée, d'une part, à l'observation des interactions entre groupes participants et autorités publiques, d'autre part, à l'élaboration d'une sociologie comparée des pratiques de participation. A cette fin, l'accent est mis sur quatre questions : le profil social des groupes participants, les parcours militants, la multiplicité et la complémentarité des pratiques de participation, les sens donnés à la participation par les différents acteurs.

Ce projet comparatif repose, en première étape, sur l'identification des contextes politiques et partisanes des métropoles, des dispositifs de participation, ainsi que des acteurs et pratiques de participation présents dans chacun des cas. L'enquête de terrain, qui a débuté à la mi-2008, suit un protocole scientifique commun : travail sur les textes législatifs ou réglementaires encadrant l'action contestataire et/ou établissant des procédures participatives, presse locale, documents de divulgation produits par les différents acteurs, observation, questionnaires et entretiens semi-directifs.

Chacun des cas observés renvoie à des modalités différentes de participation, dans un contexte local spécifique. La comparaison repose, pour tous les cas, sur l'observation des trajectoires et de la multipositionnalité des militants, de la structuration des sociétés civiles, et des interactions avec les institutions et autorités publiques :

- lien entre dynamiques institutionnelles et logiques de participation militante, partisane, associative (Aracaju, Recife, San Salvador, Managua, Mexico),
- conseils de gestion des politiques publiques (cas de Aracaju, Recife, São-Paulo, Brasília)
- participation à l'action collective contestataire, en particulier aux manifestations (Mexico)
- logiques de la participation associative (São-Paulo)

quatrième partie :
Sur le site de l'Opalc

La Bitácora
RadiOpalc

La Bitácora de Damien Larrouqué

www.opalc.org/damien/

Ni investigation journalistique, ni étude sociologique, la bitácora est une compilation d'articles, dont l'objectif est d'offrir un panorama subjectif du monde rural latino-américain. Ecrite au fil d'un « périple » de 8 mois entamé à Buenos Aires le 1^{er} octobre 2008 et devant se terminer à Quito en Equateur, la bitácora est un carnet de voyage d'un genre nouveau. Présentée sous la forme d'un blog, elle réunit des textes traitant de thématiques rurales.

Grâce à des entretiens réalisés auprès des différents acteurs du secteur agricole (agriculteurs, professeurs, syndicalistes, hommes politiques...), la bitácora aspire à prendre la mesure des évolutions enregistrées, ces dernières années, par les campagnes latino-américaines. Les témoignages récoltés sont toujours mis en perspective avec des données plus tangibles et objectives, tirées de la littérature spécialisée, ou encore des publications officielles. Par ailleurs, certains articles sont réalisés avec la collaboration des étudiants de Sciences Po en séjour d'études en Amérique latine; qui les enrichissent de leurs connaissances du pays dont ils sont les hôtes. Dans la mesure du possible enfin, les articles tentent de replacer les questions soulevées dans une perspective historique.

La Bitácora traite de questions d'ordre social, économique et politique bien sûr, mais aussi environnemental, culturel et même religieux. L'étude de ces aspects indirectement liés aux problématiques agricoles peut paraître saugrenue. Or, elle ne l'est pas. Car ce projet d'étude perdrait de son intérêt s'il venait à se limiter à l'analyse de questions uniquement socio-économiques, ou à se réduire à des approches purement politiques. Et ce pour deux raisons. D'une part, il serait difficile de répondre à la problématique qui sous-tend ce projet (dans quelles mesures les populations rurales sud-américaines s'adaptent-elles au processus de globalisation ?), sans une considération portée aux enjeux environnementaux ou aux mutations socioculturelles. D'autre part, quelque peu originale, cette bitácora n'en reste pas moins un carnet de voyage qui rend compte d'un vécu, traduit des impressions et parfois même des appréhensions propres à tout voyage. L'étonnement et l'émerveillement envers des pratiques culturelles, religieuses, culinaires ou traditionnelles particulières, façonnent les perceptions nouvelles du voyageur. En cela, ce projet d'étude reste une expérience initiatique. De celles qui enrichissent par la curiosité et la rencontre...

Radio Opalc

Adriana Urrutia
www.opalc.org/radio

Il fut un temps où la radio était magique. L'est-elle encore? Sans doute pas autant, mais les possibilités offertes par le support virtuel d'Internet lui ont ouvert de nouveaux horizons.

C'est à partir de cette certitude et du goût pour la musique latino-américaine qu'est née au premier cycle Amérique Latine, Espagne, Portugal, de Sciences Po⁵¹ en octobre 2007 l'idée de créer un projet de communication culturelle au sein de l'OPALC.

Après avoir buté sur l'obstacle des droits d'auteur, il fut décidé que plutôt que de se focaliser sur la musique, la radio suivrait un fil directeur : le lien entre l'art et la politique en Amérique Latine. Un lien qui acquiert un sens tout particulier dans ce continent où la politique est frappée de discrédit.

Le problème des droits d'auteurs fut résolu en contactant différents artistes latino-américains qui, aimablement, offrirent leur musique pour être postée sur le site. Mais progressivement se créèrent différentes rubriques : la rubrique photo, tout d'abord, conçue pour exposer la réalité latino-américaine telle qu'elle est perçue par les élèves. Les photos présentées dans cette rubrique ont été exposées pendant l'école de printemps réalisée à Sciences Po en mai 2008.

Il fut ensuite possible d'interviewer différents artistes, professeurs ou personnalités, ce qui permit de créer une rubrique entretiens. Dans cette rubrique, seront postés des entretiens réalisés avec Angel Parra, musicien chilien ; Cristobal Vicente, cinéaste chilien ; Bruno Doucey, poète français ; Salvador Marti, professeur à l'Université de Salamanque.

Mais il existait aussi une richesse produite par les rencontres poitevines, la multiplicité d'origines des étudiants, leurs histoires de vie et celles de personnalités invitées, qui conduisit à l'enregistrement de plusieurs programmes réunis dans une rubrique appelée « El rincón del Bla Bla ». En honneur à cette capacité de parler de tout et de rien, cette rubrique a des programmes sur les clichés, les boléros, la bossa nova. Dans cette même optique, une chronique urbaine sur la fête de Santa Rosa à Lima fut enregistrée.

Radio Opalc s'est enfin investie dans la recherche. L'équipe réalise aujourd'hui un Observatoire musical pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (OMALC) qui permettra de caractériser les différents genres musicaux présents sur le continent.

⁵¹ <http://www.iberamerica-ciencias-po.fr/>

Ont écrit dans ce numéro :

- Veronica Calvo**, Etudiante en Master à Sciences Po
Maya Collombon, Doctorante à l'IEP Aix-en-Provence
Olivier Dabène, Professeur de science politique à Sciences Po, Président de l'OPALC
Marie-Laure Geoffray, Doctorante à Sciences Po, ATER à l'IHEAL (Paris III)
Camille Goirand, Maître de conférences à l'IEP de Lille
Marie-Esther Lacuisse, Doctorante à Sciences Po
Frédérique Langue, Chercheur à l'EHESS
Damien Larrouqué, Etudiant en 3^{ème} année à Sciences Po, Stagiaire à l'OPALC
Johanna Lévy, Doctorante à Sciences Po
Frédéric Louault, Doctorant à Sciences Po, ATER à l'IHEAL (Paris III)
Luis Maia, Chef du Desk Chili à la Commission européenne
Pierre-Louis Mayaux, Doctorant à Sciences Po
David Recondo, Chercheur au CERI / Sciences Po, Vice-Président de l'OPALC
Patricio Scaff, Doctorant à Sciences Po
Adriana Urrutia, Etudiante en 3^{ème} année à Sciences Po